Pour le renforcement du rôle des femmes dans la promotion de la paix et de la sécurité : La Belgique apporte un million d'euros

1053

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI **09 MARS** 2022

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION





Célébration du 8 mars : Les femmes maliennes magnifiées !



Approvisionnement en blé et farine : Anticiper pour sécuriser les stocks

COVID 19 CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

Mars 2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



la distance de sécurité ne peut être respecter





Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains





Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez





de sécurité



Eviter de se serrer

Echantillons testés

910

Nouveaux cas confirmés

03

Nouveaux guéris

Nouveaux décès

Au cours des dernières 24 H

06 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont

Q2 cas graves en soins intensifs

36 suivis à domiciles

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés 30 40

dont 66 font l'objet d'un suivie médical





Sommaire «







/ Une /	Droits de la Femme au Mali : Ces grandes oubliées du 8 Mars	P.5
/ Brèves /	N'Tahaka dans la région de Gao : Les FAMa tuent 7 terroristes Affaire de logements sociaux au Mali : Une nouvelle commission d'attribution mise en place Protection des Droits de l'Homme : Le MSDH outille ses membres et les élus	P.12 P.12
	de la commune l Mondoro : La Turquie condamne l'attaque terroriste au Mali Journée Internationale de la Femme : « Rôle et place de la Femme dans la	P. 13 P. 13
	refondation du Mali » au cœur de l'édition 2022 Mali : Le Conseil de sécurité condamne les attaques contre un convoi de la MINUSMA dans le centre du pays	P.14 P.14
/ Actualité /	La fin de Barkhane : L'oubli et la fureur Mali : Des Nigériens et des Burkinabè parmi "des terroristes neutralisés" à	P.17
	Mondoro- selon un nouveau communiqué publié ce dimanche par l'Armée malienne	P.23
	Célébration du 8 mars : Les femmes maliennes magnifiées !	P.24
	Approvisionnement en blé et farine : Anticiper pour sécuriser les stocks Pour le renforcement du rôle des femmes dans la promotion de la paix et de	P.26
	la sécurité : La Belgique apporte un million d'euros	P.27
/ Politique /	Mali-Côte d'Ivoire : Quand un obscur opposant se proclame « président de la transition malienne » depuis Abidjan Entretien avec le Secrétaire politique du parti RDS, M. Mohammed Alamine	P.29
	Younouss Hameye Dicko : « Les acteurs politiques doivent faire un front commun face à une situation exceptionnelle de la nation »	P.30
/ Culture & société /	Projet de charte d'éthique et des valeurs du Mali : Le Comité Scientifique lance ses activités	P.33
/ International /	Journée des Droits des femmes à Madagascar : Une journée fériée diversement	••••••
	appréciée Sénégal : Une plateforme pour promouvoir l'expertise des femmes dans les médias	P.34 P.35
/ Sport /	Younès Zerdouk : Nouveau sélectionneur des Comores	P.36

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations**

(AMPI)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass –

Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com
Site Web: www.malikile.com
Contacts: +223 70 44 22 23

· Gérant:

Redacteur en Chef :

Rédaction Générale :

Service Commercial:

ciai: Yo

Service Commerciai:

Secrétariat: ...

Moctar Sow Karamoko B. Keïta, Moctar Sow,

Ibrahim Sanogo, Yama Diallo Youssouf Diarra

.....

MALIKILÉ - Nº1053 du 09/03/2022



Une cotisation payée est la garantie d'un droit certain





L'INPS au service des assurés sociaux













Droits de la Femme au Mali

Ces grandes oubliées du 8 Mars

e monde célèbre aujourd'hui le 8 Mars, officialisé en 1977 par les Nations Unies « Journée Internationale de la Femme ». Les origines du 8 mars remontent à une manifestation d'ouvrières américaines du textile en 1857. Avec le temps, cette journée s'ancre dans les luttes ouvrières et les nombreuses manifestations de femmes réclamant le droit de vote, de meilleures conditions de travail et l'égalité entre les hommes et les femmes qui ont agité l'Europe au début du XXème siècle. Au Mali, l'émancipation de la Femme est loin d'être une réalité pour toutes les Maliennes...

En effet, des grandes oubliées, il y en a aussi et beaucoup!

A côté des femmes rurales, il y a les Aide-ménagères, qualifiées de « bonnes à tout faire » par les grandes dames de la capitale. Des Aide-ménagères qui vivent dans des conditions précaires et déplorables au service d'autres femmes, avec tout le mépris qui va avec. Ces jeunes filles qui migrent vers les villes pour diverses raisons : pauvreté des familles, insuffisance d'opportunités locales, accaparements et mauvaise gestion des ressources naturelles, les guerres, les conflits, insécurité

alimentaire, mariages précoces ou forcés, déscolarisation, recherche de trousseaux de mariage, etc.

Employées dans les familles pour assurer les travaux domestiques, elles sont aujourd'hui devenues des esclaves de ces femmes qui se battent pourtant pour l'égalité du genre. Elles subissent des abus et violations de leurs droits les plus fondamentaux, des souffrances atroces, d'injustice de toutes sortes, etc. Elles travaillent dans des conditions précaires, avec une rémunération misérable très en deçà de la moitié même du Salaire Minimum Garanti (SMIG), pas de temps de travail fixe, pas de jour de repos hebdomadaire, encore moins un congé annuel.

Pourtant ces jeunes filles, disons ces femmes ont aussi des droits : droit à l'autonomisation, droit à la protection , droit aux journées dédiées aux femmes et aux travailleurs. Quid donc du rôle de l'Etat dans tout cela ? En effet, le Mali a ratifié de plusieurs textes sur le plan national et international, parmi lesquels : la Convention Internationale relative aux Droits

de l'Enfant (CIDE) , la Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant (CADBEE) , la Convention sur l'Elimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Egard des Femmes (CEDEF) , les accords bilatéraux avec des pays voisins. S'y ajoute l'existence des politiques et stratégies nationales pour la protection et la promotion de l'Enfant et de la Femme.

En effet, le 08 Mars, Journée Internationale de la Femme, est une date qui relève de plus en plus d'un symbole que d'une réelle consécration de l'émancipation de la Femme au Mali, bien que le pays enregistre une grande avancée en la matière depuis l'indépendance, mais une avancée plus marquée pour les grandes dames de la capitale et des grandes villes qui font et défont les choses en leur guise sans une pensée à leurs paires des milieux ruraux. En effet, les femmes rurales et les aide-ménagères semblent avoir été toujours les grandes oubliées du 8 Mars dans notre pays! N'est-ce pas que ces femmes rurales et ces Aide-ménagères méritent, elles aussi, sans remettre en cause nos valeurs sociétales, d'accéder à la terre, à des projets visant à réduire leur pénibilité dans le travail, avec des moulins à grain et autres équipements post-récoltes,



des projets d'autonomisation socioéconomique, à travers le maraîchage et autres activités génératrices de revenus ? Il urge donc aujourd'hui d'aider cette masse silencieuse, mais combien laborieuse à sortir des ténèbres de l'analphabétisme via l'alphabétisation, et surtout œuvrer pour impulser une nouvelle dynamique dans la promotion de la Femme... par la base. Afin que femmes rurales les Aide-ménagères soient perçues comme des humains à part entière, et non réduites à de simples esclaves!

■ Yama DIALLO



Samprin Bob

On s'en prenait aux gars du CNT dja même des ministres du Malikoura ne respectent même pas la république.



CM, tu chomes ou tu viens en retard ? Samprin si on a commencé d'abord



Serge Daniel
@SergeDa58898703

Mali- D'après mes informations, le Président de la Transition le Colonel A.Goïta n'entend plus tolérer des absences non justifiées et non autorisées de ministres lors du traditionnel Conseil des ministres du mercredi . Le PM est invité à veiller à l'application de cette décision

15:46 · 08 mars 22 · Twitter for iPhone

Une mère,une tante une soeur une fille: les dames , vous êtes tout simplement l'humanité,on vous doit tout Bonne fête du 08 mars à vous Samprin Bob

Fouraba Samake

Le groupement des femmes "GENERATION",
"LOVE" et "BELLE DAME" de Ouéléssébougou
ont célébrés la journée internationale de la Femme
sous le parrainage de l'ambassadeur Yeah Samake et son épouse
Marissa Coutinho Samake.

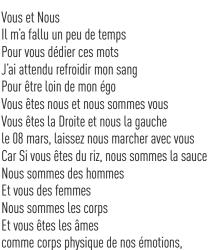
Pour magnifier cette journée, les trois groupements cités ci-dessus de Ouéléssébougou se sont mis ensemble pour organiser une grande activité culturelle afin de célébrer en leur petite manière le 08 Mars 2022.

Yeah Samake en tant que le fils du terroir et défenseur des valeurs de la femme n'a pas eu d'autres choix que de soutenir cette initiative des femmes de la belle cité de Ouéléssébougou c'est pourquoi il a accepté de parrainer en accompagnant financièrement les femmes et d'honorer sa présence physique en compagnie de son épouse qui en était la marraine.

Bonne fête du 08 Mars aux femmes.



Mylmo N-Sahel



comme corps physique de nos émotions,
Nous les yeux et vous êtes les larmes
A mes mères, à mes femmes et mes sœurs
Joyeux 08 mars malgré mon retard
Je voulais être le dernier à vous jeter ces fleurs
Pour être sûr de gagner vos regards
Je suis l'homme, vous êtes les femmes
Lavez le corps, moi je tiens déjà les cornes
Même si Eve a cueilli la pomme
On l'appelle pourtant « la pomme d'Adam »

Bon 08 Mars a toutes les Femmes





Gandhi MÉDIA - GM

L'ALLEMAGNE importe de Russie 55% de son gaz et 42% de son pétrole, ainsi que du charbon.

En raison de cette forte dépendance, le pays est opposé à un embargo européen sur le gaz, le pétrole et le charbon russes. Explications d'Annalena Baerbock, chef de la diplomatie allemande : « Il faut pouvoir tenir [les Baerbock sanctions] sur la durée. Ça ne sert à rien si, dans trois semaines, on découvre que nous n'avons plus que quelques jours d'électricité en Allemagne et qu'il faut donc revenir sur ces sanctions. Nous sommes prêts à payer un prix économique très très élevé [mais] si demain, en Allemagne ou en Europe, les lumières s'éteignent, ça ne va pas arrêter les chars. Si ces sanctions pouvaient mettre fin à cette guerre, je les prendrais immédiatement.»

Source: Le Monde



Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int

Le Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération internationale, SEM Abdoulaye Diop, a reçu en audience hier l'Ambassadeur d'Allemagne au Mali, SEM Dietrich Pohl.



Le diplomate allemand reconnait et salue les efforts des autorités maliennes.

Il a assuré de l'accompagnement indéfectible de son pays pour une Transition réussie dans le respect de la souveraineté du Mali et de la volonté du peuple malien.

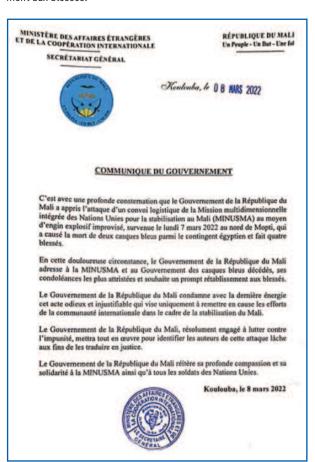
Les deux personnalités ont également évoqué le renforcement de la coopération bilatérale.

Le Ministre DIOP s'est réjoui de l'appui constant et multiforme de l'Allemagne au Mali avant de saluer la qualité de la coopération entre les deux pays.

SEM Dietrich Pohl, l'Ambassadeur d'Allemagne au Mali a présenté ses condoléances les plus attristées au peuple malien au nom des hautes autorités de son pays suite à l'attaque terroriste contre les FAMa à Mondoro (région de Douentza).



Le gouvernement de la République du Mali condamne avec la dernière énergie cet acte odieux et injustifiable contre les casques bleus. Il adresse ses condoléances les plus attristées à la MINUSMA, au gouvernement (....les pays concernés..) et souhaite prompt rétablissement aux blessés.



Ammy Baba Cisse

Communiqué de la CMAS





Coordination des Mouvements, Associations et Sympathisants de l'Irnam Mahmoud DICKO
(C.M.A.S)

BUREAU EXECUTIF NATIONAL

COMMUNIQUE N*004 /2022/CMAS

Le Mali à l'instar des autres pays de l'Afrique et du monde comémmore la journée internationale des femmes (08 MARS).

Cette année, le MPFEF a choisi le thème :<< rôle et place de la femme dans la refondation du Mali>> .Ce thème rentre en droite ligne avec la vision des femmes de la CMAS de l'imam Mahmoud Dicko, car elles ont joué un grand rôle dans la recherche et l'avènement du Mali Koura qui reste toujours un chantier dans lequel leurs contributions ne feront pas défaut.

La CMAS de l'imam Mahmoud Dicko souhaîte bonne fête de 08 MARS aux femmes de la CMAS, aux femmes du Mali et à toutes les femmes du monde.

La CMAS profite de cette occasion pour condamner une fois de plus l'attaque du camp de Mondoro (DOUENTZA) et présenter ses condoléances les plus attristées à nos forces de défense(FAMA), aux familles endeuillées et souhaiter prompt rétablissement aux blessés.

Bamako, le 08 MARS, 2022

La Présidente Nationale des Femmes

Mme SYLLA Fatoumata CISSE



Les Patriotes du Mali

Guerre Russie et Ukraine
C'est la fin du monde comme ça !!!!!!
Entretien de #Typhoon # le plus grand sous-marin
au monde en-cours. Le sous marin Typhoon Russe peu disparaître la
moitié de l'Europe en quelques minutes seulement, doté de 24 missiles stratégiques nucléaires de type intercontinental.
C'est la fin du monde comme ça. ??



Ibrahima Diawara - officiel

Chers amis.

En ma qualité de CEO de IBI Group, j'ai visité ce jour, 3 mars 2022, un de nos projets en cours d'exécution qui soulagera à terme la population de Bamako.

Ce fut en compagnie d' une équipe de la Somapep conduite par son Directeur Général, M. Bakary Coulibaly , la mission de contrôle BNET et la Direction Générale et Technique de Builders qui est une des filiales de IBI Group présente dans 6 pays en Afrique et qui vient de s'installer à Dubai, au Moyen Orient pour les travaux dans les pays du Golfe.

Cette visite a été l'occasion pour le Directeur Général de la Somapep de s'enquerir de l'avancement de ce grand projet finance' par la Banque Islamique de Développement sur appel d'offres international. Il s'agit de la réalisation de 2 réservoirs de 5 millions de litres chacun à Lassa, d'un réservoir de 4 500 000 litres à Missira , d'un château d'eau de 500 000 litres sur une hauteur de 22 m au Poing G, de 240 km de réseau de distribution et 14 km de diamètre 1000 en refoulement dans le district de Bamako.

Le DG de la Somapep et son équipe sont satisfaits de la qualité , du savoir-faire et du professionnalisme de Builders qui est une entreprise dont les capitaux sont détenus à cent pour cent par une Holding (IBI Group) maliennne qui s'impose à l'international par son savoirfaire.



■ Primature du Mali

Célébration de la journée du 8 mars au Mali: un défilé civil et militaire clôt les festivités.

Le Premier ministre, Chef du Gouvernement,

M.Choguel Kokalla Maïga a présidé, sur le boulevard de l'Indépendance,ce mardi 8 mars 2022, un défilé civil et militaire.

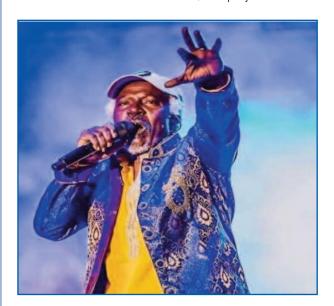
Ce défilé a mobilisé les femmes de tout horizon.

CCRP/Primature



Treize News

Alpha Blondy: "Les 5 membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU sont les plus grands marchands d'armes, comment voulez-vous qu'il y ait la paix quand ceux qui sont commis pour maintenir la paix sur la terre sont ceux qui vendent les armes ? Je dis que les Nations Unies ne sont plus crédibles. Quand ils m'ont nommé ambassadeur de la paix et que la crise a commencé en Côte d'Ivoire, je suis allé les voir pour aider notre pays à rester en paix mais ils n'ont rien pu faire, ils m'ont dit "nous sommes là pour préserver la paix". Je dis mais c'est quelle foutaise ça ?? Le mali, la Libye, l'iraq... Pourquoi ils ont peur de dire la vérité aux États-Unis ? Tu encourages le feu et tu fais comme si tu viens éteindre le feu, c'est pas juste..."



Les Amoureux du Football Malien

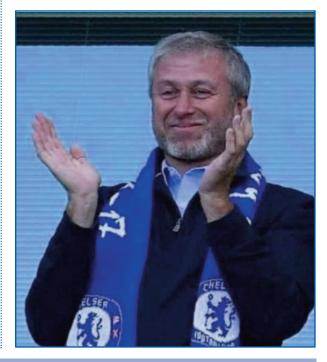
Brahim THIAM fait peur à beaucoup même au sein de la fédération à cause de son sérieux et de son professionnalisme, nos dirigeants ne sont malheureusement pas ambitieux ils préfèrent s'entourer des gens dociles qui n'ont pas de poigne pour les remettre en cause s'il leur arrive

de fauter c'est pas le cas de Brahim c'est certainement pourquoi on ne le mentionne pas car il ne tolérera pas l'amateurisme ! Force à toi Brahim, les amoureux du football Malien sont avec toi dans ta lutte pour notre sport roi!



Infosport

BREAKING NEWS : a croire le très sérieux médias Russe MÉDIA RUSSE MATERATING , l'homme d'affaires russe Roman Abramovitch pense lancer une ligue Continentale en puisant dans sa fortune personnelle. Cette ligue regrouperait les clubs de russie, de la Chine, et de la Serbie une sorte de superbligue de l'est en réponse aux sanctions de l'UEFA et de la FIFA contre les clubs Russe



Abdoul MBAYE

Nous avons présenté nos respects au domicile du Khalif des Layennes en délégation CRD. Nous adressons nos vœux au Euhloul Lahi à l'occasion du 142e appel du fondateur de la communauté, et magnifions l'invite faite à la citoyenneté. Alliance pour la Citoyenneté et le Travail

Au nom de la liberté de la presse ils permettent et soutiennent l'insulte au sacré et les caricatures de notre Prophète (pbsl). Par contre en soutien à l'Ukraine ils interdisent à la presse russe de pouvoir informer. Quelle hypocrisie!!!

Les souhaits pour elles exprimés le 8 mars sont insuffisants. Il est temps qu'elles assurent le leadership partout où la loyauté est nécessité, le souci de citoyenneté indispensable et l'exigence de progrès impérative. Viendra alors l'émergence après son échec par les hommes.

Il est essentiel que la presse s'intéresse de plus près aux procédés utilisés pour construire à Pikine des résultats favorables à l'oncle de Macky SALL. Des preuves irréfutables ont été réunies qui doivent conduire à l'annulation et à la correction de nombreux PV.

Dr Djamila Ferdjani

Hommage en ce 8Mars à toutes les femmes qui luttent pour leur droits, pour leur autonomie ou pour leur survie. Parce que chacune de leur lutte englobe le bien-être d'une famille, l'harmonisation d'une société, la croissance d'un pays. Qu'un jour ce 8 Mars n'ait plus lieu d'être..!

Serge Daniel

Mali- D'après mes informations, le Président de la Transition le Colonel A. Goïta n'entend plus tolérer des absences non justifiées et non autorisées de ministres lors du traditionnel Conseil des ministres du mercredi . Le PM est invité à veiller à l'application de cette décision

#Mali-Mauritanie/ "Disparition" de plusieurs mauritaniens(civils) à la frontière avec le Mali :Nouakchott se dit " très préoccupé" et annonce l'ouverture d'une enquête, après une réunion ministérielle sur le sujet ce lundi nuit.Côté Mali, pas encore de réaction officielle

Mali Actu

Ces derniers temps, les Forces Armées Maliennes (FAMa) ne cessent de porter des coups



durs aux terroristes et autres bandits de grand chemin opposés à la paix et la stabilité dans notre pays. Suite à l'attaque perpétrée à Mondoro ayant été soldée par un bilan provisoire de 70 terroristes tués et 27 militaires maliens morts au combat, le ratissage continue.



D'après des enquêtes sur la base d'entretiens avec « des proches des personnes tuées, des dirigeants communautaires et des élus locaux, Barkhane et l'ONU », l'opération Barkhane, a tué des dizaines de civils et en a blessé plusieurs autres lors de divers incidents au Mali.



Forces Armées Maliennes

Après l'attaque du poste de Sécurité à #Mondoro, le CEMGA, le Général de division Oumar Diarra, accompagné du CEM de la Garde Nationale, le Général Elysée Jean Dao se sont rendus à l'infirmerie de garnison de #Sevaré et à l'hôpital Somino Dolo de #Mopti.



N'Tahaka dans la région de Gao : Les FAMa tuent 7 terroristes



Les forces armées maliennes basées N'Tahaka dans la région de Gao ont vigoureusement répliqué à une attaque terroriste. Même si l'armée malienne a déploré la mort de 2 de ses éléments et 2 blessés légers, elle a infligé de lourdes pertes aux assaillants : 7 terroristes neutralisés.

es forces armées maliennes continuent de mener la lutte farouche contre le terrorisme. Après la zone de Mondoro où elles ont tué ■plus de 200 terroristes, elles viennent d'enregistrer d'autres victoires honorables dans la zone de Gao. C'est en tout cas ce qu'a expliqué la DIRPA dans un communiqué rendu publique hier, lundi 7 mars 2022. « L'État-major Général des Armées porte à la connaissance de l'opinion que les forces armées maliennes ont très tôt ce matin repoussé une attaque des Groupes armés terroristes sur les troupes basées à N'Tahaka dans la région de Gao », indique le communiqué du chef d'Étatmajor Général des Armées. Le bilan est lourd du côté des forces du mal. « La riposte antiterroriste a fait un bilan provisoire de 7 morts côté assaillants », précise le communiqué. Ce bilan a évolué quelques heures après l'attaque. « La riposte aéroterrestre des FAMa continue dans le secteur de N'Tahaka (Gao), côtés assaillants, le bilan évolue, 9 morts enregistrées à l'instant. Le ratissage continue... », a-t-on écrit sur la page Facebook des forces armées maliennes.

Quant à l'armée malienne, elle a enregistré 2 morts et 2 blessés légers. « Les FAMa poursuivent la fouille dans tout le secteur et continuent de chercher la provenance de ces terroristes dans la zone », laisse entendre le chef d'État-major Général des Armées du Mali.

Rappelons que depuis l'attaque de Mondoro qui a coûté la vie à sept (7) militaires maliens, les FAMa mènent une opération d'envergure contre les forces du mal. Dans la zone de Mondoro, plusieurs dizaines de terroristes ont été tués depuis le 4 mars. Hier, lundi 7 mars 2022, l'armée a annoncé avoir tué près de dix chefs terroristes maliens, burkinabés et nigériens.

Boureima Guindo / Source : Le Pays- Mali

Affaire de logements sociaux au Mali : Une nouvelle commission d'attribution mise en place



Le Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territorial et de la Population a publié, le 4 mars 2022, la liste de la nouvelle commission d'attribution des logements sociaux. Avec à la tête Mme Kouyaté Fadima Sininta, cette commission composée des représentants des départements ministériels a été critiquée par l'Organisation de Défense des Droits aux Logements au Mali (ODDL). En plus d'être écartée de la nouvelle commission, l'ODDL dénonce la violation des textes sur la mise en place de la commission.

près l'abrogation de la décision du 9 février dernier, fixant la liste définitive des bénéficiaires de la deuxième tranche des logements sociaux, le ministère de l'Urbanisme, de Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territorial et de la Population vient de publier la liste de la nouvelle commission d'attribution mise en place pour remplacer celle dissoute après les polémiques suite à la publication la liste définitive des bénéficiaires des 2218 logements sociaux de la deuxième tranche du programme gouvernemental des 12566 unités de 2015. Elle est composée des représentants de certains départements ministériels, en plus du Ministère et des directions en charge de l'Urbanisme et de l'Habitat ainsi que des représentants des institutions financières, des organismes de gestion des logements et de la société civile. Il s'agit notamment des ministres en charge des Droits de l'homme, de l'Administration Territoriale, de la Sécurité intérieure, des Finances, du Développement Social, de la Fonction Publique, des Maliens de l'Extérieur, de la Famille etc. La représente du ministère chargé de l'habitat, Mme Kouyaté Fadima Sininta en assure désormais la présidence. Selon la décision qui institue sa mise en place, cette commission a 45 jours pour fournir une nouvelle liste de définitive des bénéficiaires des 2218 logements sociaux de la deuxième tranche du programme gouvernemental des 12566 unités de 2015. A peine mise en place, l'Organisation de Défense des Droits aux Logements ODDL, conteste et menace de ne pas reconnaitre les travaux de cette nouvelle commission. Elle dénonce en plus de son expulsion, la violation des procédures de la mise en place de la commission d'attribution.

Issa Diiguiba / Source : Le Pays- Mali

www.malikile.com

Protection des Droits de l'Homme : Le MSDH outille ses membres et les élus de la commune l



Le Mouvement pour la Sauvegarde des Droits de l'Homme (MSDH), dans le cadre de la réalisation de son plan d'action 2022, a organisé un atelier de renforcement de capacités de ses membres et des élus de la commune I. L'objectif était d'outiller ses hommes pour mieux faire face aux défis liés à la protection et la défense des droits de l'homme au Mali. C'était le samedi 5 mars 2022, en présence du Coordinateur national du MSDH, M. Boubacar N'Djim et plusieurs autorités de la commune I.

utiller ses membres pour mieux défendre les droits et les libertés des hommes était l'objectif principal de cette session de renforcement de capacité initiée par le Mouvement pour la Sauvegarde des Droits de l'Homme (MSDH) le samedi 5 mars 2022, en commune I du District de Bamako. L'évènement a réuni, en plus des membres du bureau national du Mouvement pour la Sauvegarde des Droits de l'Homme, ses coordinations locales ainsi que les élus de la commune I. Les droits fondamentaux de l'homme, les formes de violations des droits de l'homme et les principales actions à mener devant les cas de violation des droits de l'homme étaient entre autres, les sujets phares de cette formation. Elle entrait dans le cadre de la réalisation des objectifs du plan d'action 2022 du MSDH. Car, les acteurs de cette organisation estiment qu'aujourd'hui, les actions de communication sont beaucoup plus privilégiées en matière de proposition de solution contre des problèmes de la société. C'est pourquoi, afin d'atteindre ses objectifs, le MSDH a mis l'accent sur l'information, la sensibilisation et le plaidoyer à tous les niveaux de la société. C'est dans ce même ordre d'idée qu'a été lancé, courant le mois passé, un programme d'ambas-

Mondoro : La Turquie condamne l'attaque terroriste au Mali



ans un communiqué publié par le ministère des Affaires étrangères, le ministère turc des Affaires étrangères a condamné, lundi, l'attaque terroriste qui est survenue en République du Mali. Le ministère turc des Affaires étrangères a déclaré, dans un communiqué, qu'il avait accueilli, avec une grande tristesse, la nouvelle de l'attaque terroriste qui a fait des victimes civiles et militaires au Mali. Le ministère turc a présenté ses condoléances aux familles des victimes et à la population malienne, et a souhaité un prompt rétablissement aux blessés.

Plut tôt, les autorités maliennes avaient annoncé la mort de 27 personnes, dont des civils et des militaires, lors d'une attaque terroriste qui est survenue dans la région de Mopti, au centre du pays.

*Traduit de l'arabe par Issa Aliou

Source: Anadolu Agency

sadeurs des droits de l'homme avec pour finalité de faire passer des informations aux enfants et aux jeunes qui, à leur tour, prennent le flambeau de ce combat contre les différentes violations des droits et des libertés des hommes. « Le MSDH reste convaincu que c'est à travers la formation que les acteurs de la cause humaine pourront jouer efficacement leurs rôles de protection des droits de l'homme dans une situation de crise multiforme que connaît le Mali », a lancé lors de cette activité le Coordinateur national du Mouvement pour la Sauvegarde des Droits de l'Homme, Boubacar N'Djim, avant de souligner que « le MSDH est conscient que pour endiguer ces phénomènes, il est important de disposer d'une ressource humaine qualifiée à travers la formation et de renforcement des capacités nécessaires en termes de compétences individuelles et collectives ». M. N'Djim a profité de l'occasion pour faire l'état actuel de la situation des droits de l'homme au Mali. « L'année 2021 a été particulièrement éprouvante pour les populations, dans un contexte marqué par la multiplication des abus et violations graves des droits de l'homme constitutifs d'atteintes aux droits à la vie, au respect de l'intégrité physique, à la liberté de presse et au rétrécissement de l'espace civique et démocratique » a-t-il signalé.

Issa Djiguiba / Source : Le Pays- Mali

BREVES /

Journée Internationale de la Femme :

« Rôle et place de la Femme dans la refondation du Mali » au cœur de l'édition 2022



A l'instar de la communauté internationale, le Mali célèbre ce mardi 8 mars 2022, la Journée Internationale des Droits de la Femme. Au niveau international, le thème choisi par l'ONU Femmes est « L'égalité des sexes aujourd'hui pour un avenir ». Par ailleurs, au Mali, le thème de cette année est « Rôle et place de la Femme dans la refondation du Mali ».

e 8 mars de tous les ans est célébré la journée internationale des droits de la Femme. En effet, l'origine de cette journée s'ancre dans les luttes ouvrières et les nombreuses manifestations de femmes réclamant le droit de vote, de meilleures conditions de travail et l'égalité entre les hommes et les femmes, qui agitèrent l'Europe et le monde occidental, au début du XXe siècle. En effet, c'est en 1977 que les Nations Unies officialisent la Journée internationale des femmes, incitant ainsi tous les pays du monde à fêter les droits des femmes. Pour l'ONU Femmes, « les femmes et les filles subissent les plus forts impacts de la crise climatique, car celle-ci amplifie les inégalités existantes entre les sexes et met la vie et les moyens de subsistance des femmes en danger. Dans le monde entier, les femmes dépendent davantage des ressources naturelles, bien que l'accès à celles-ci soit moindre; par ailleurs, elles portent souvent une responsabilité disproportionnée dans l'obtention de la nourriture, de l'eau et du carburant ». Quant au Mali, cette journée sera célébrée cette année autour du thème : « Rôle et place de la Femme dans la refondation du Mali ». En effet, le Mali est depuis quelques temps en phase de la refondation de son État. Ce qui demande l'implication de toutes couches sociales de notre y compris les femmes et filles. D'où ce thème national. En outre, il s'agit, à travers lui, d'informer et sensibiliser la population du Mali, notamment les femmes, sur leur rôle et responsabilité dans le processus de la refondation au Mali ; faire un plaidoyer de haut niveau à l'endroit des décideurs, des leaders d'opinion et des Partenaires Techniques et Financiers à soutenir davantage les initiatives des femmes allant dans le sens de la refondation; de sensibiliser les femmes sur l'importance de l'adoption des valeurs sociétales comme la citoyenneté, le civisme et le patriotisme et de sensibiliser la population sur l'importance de la

Mali : Le Conseil de sécurité condamne les attaques contre un convoi de la MINUSMA dans le centre du pays



ans un communiqué publié par le Conseil à l'unanimité des 15 pays. Le Conseil de sécurité des Nations Unies a fermement condamné l'attaque qui a visé lundi un convoi de la Mission des Nations Unies au Mali (MINUSMA), qui a fait deux morts parmi les soldats et qui en a blessé quatre autres, tous originaires d'Egypte.

C'est ce qui ressort d'un communiqué diffusé par le Conseil et adopté à l'unanimité des 15 pays, à l'aube de mardi, dont l'Agence Anadolu a reçu une copie. "Les membres du Conseil de sécurité condamnent avec la plus grande fermeté l'attaque de lundi contre la mission de la MI-NUSMA, près de Mopti, dans le centre du Mali, qui s'est soldée par la mort de deux Casques bleus égyptiens et la blessure de quatre autres", a indiqué le communiqué. D'après le document, "les membres du Conseil ont présenté leurs plus sincères condoléances et leur sympathie aux familles des victimes, ainsi qu'à l'Égypte et à la Mission des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA)".

Il a poursuivi : "Les membres du Conseil de sécurité appellent le gouvernement de Transition du Mali à enquêter d'urgence sur l'attaque contre les soldats de la paix et à traduire les auteurs en justice".

Le communiqué précisé que "les attaques visant les forces de maintien de la paix peuvent constituer des crimes de guerre au regard du droit international, et que la participation à la planification, la direction, le parrainage ou le lancement d'attaques contre les forces de la MINUSMA constitue une base pour imposer des sanctions conformément aux résolutions pertinentes du Conseil". La semaine dernière, l'armée malienne a annoncé la mort de 27 de ses membres dans une attaque terroriste contre le camp "Mondoro" dans le centre du pays.

De nombreuses organisations extrémistes sont actives dans la région du Sahel africain, y compris la branche d'Al-Qaïda au Maghreb, où ces organisations lancent de temps en temps des attaques visant des casernes militaires et les étrangers dans les pays du Sahel, notamment au Mali.

*Traduit de l'arabe par Issa Aliou / Source : Anadolu Agency

prise en compte du genre dans le développement socioéconomique et politique du pays comme principe de bonne gouvernance.

Ibrahim Djitteye / Source : Le Pays- Mali



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme (MJDH)

APPEL A CANDIDATURE

L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI) et le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme (MJDH), dans le cadre du Programme conjoint d'Appui à la Lutte contre la corruption, la délinquance financière et l'enrichissement illicite au Mali (LucCEI) recrutent **un coordinateur** pour l'animation d'ensemble, l'assurance qualité et l'interface entre l'Ambassade du Royaume des Pays Bas au Mali et les structures de mise en œuvre du programme.

POSTE ET MISSION

Les responsabilités spécifiques du/ de la coordinateur/ trice sont :

Assurer la planification, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des stratégies et activités du projet;

- Appuyer les cellules de planification, de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des activités du Ministère de la justice et de l'OCLEI dans l'élaboration de leurs Plans d'Opération Annuelle et les chronogrammes d'activités avec comme référence le document de base du projet;
- Coordonner l'élaboration; la soumission conjointe et la mise en œuvre du plan de travail annuel, des budgets et des rapports d'activités du Ministère et de l'OCLEI;
- Mettre en place avec les Cellules du Ministère et de l'OCLEI un système de suivi évaluation,
- Appuyer l'élaboration des TDR en rapport avec les activités du programme ;
- Produire les différents rapports du projet en tenant compte des résultats du suivi-évaluation ;
- Préparer les réunions du comité de pilotage du projet, assurer le secrétariat et veiller à l'application des décisions et recommandations dudit comité ainsi que la prise en compte de celles des partenaires techniques et financiers appuyant le proiet :
- Participer aux différentes évaluations et études du nroiet :
- Tenir un système de classement approprié de la documentation du projet ;

Contribuer à la gestion administrative, budgétaire, financière et comptable de la mise en œuvre du projet;

- Travailler en étroite collaboration avec les différentes structures partenaires (MJDH, OCLEI, services centraux, société civile etc) pour la préparation et le suivi de la mise en œuvre des budgets annuels conformément aux calendriers des donateurs:
- Coordonner l'élaboration conjointe des demandes annuelles de fonds conformément aux plans et aux budgets approuvés ;
- Coordonner la réorientation, au besoin les révisions budgétaires; s'assurer que la gestion financière et comptable des activités du projet est effectuée en conformité avec les règlementations nationales et les accords pris avec les bailleurs de fonds;
- Coordonner les audits annuels du projet (élaboration des TDR, recrutement des prestataires, supervision du processus, etc).

3. Assurer la Représentation du projet

- Représenter le projet LucCEI au besoin auprès des partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux, des bailleurs de fonds et d'autres agences;
- Assurer que les cellules de planification, de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des activités du Ministère et de l'OCLEI sont régulièrement informées et représentées dans les réunions des partenaires et autres acteurs du projet;
- Effectuer les visites régulières de terrain auprès des partenaires et acteurs et intégrer les expériences acquises au niveau du projet.

QUALIFICATION ET PROFIL DU CANDIDAT

Le coordinateur doit être de nationalité malienne ou établi au Mali. Par ailleurs, il doit remplir les critères ci-après :

- Etre titulaire d'un diplôme universitaire (BAC+5) dans les domaines suivants : sciences sociales, Droits, Economie/Finances, gestion de projet, etc.
- Avoir au moins 5 ans d'expérience dans la coordination/gestion des projets de développement, notamment dans la gestion de programme pluridisciplinaire
- Avoir au moins 5 ans d'expérience de travail dans un poste de responsabilité dans le secteur public ou privé, de préférence dans un contexte de financement extérieur;
- avoir des expériences dans la mise en œuvre des projets de renforcement des capacités des acteurs de la Justice, des structures de contrôle, des ONG et de la société civile;
- avoir une bonne connaissance des problématiques des droits humains, de la justice, de la lutte contre la corruption

Constituent un atout :

- L'expérience dans un organisme de lutte contre la corruption, la délinquance financière et l'enrichissement illicite;
- Je travail dans une ambassade ou une organisation internationale ;

CONDITIONS REQUISES

- Connaitre l'environnement des droits humains et de la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite aux plans national, régional, sous régional et international;
- Avoir une bonne connaissance de l'administration publique malienne;
- Être apte à travailler sous pression ;
- Être capable de respecter la confidentialité et le secret professionnel;
- Avoir de bonnes compétences en communication orale et écrite;
- Avoir un esprit d'équipe et l'esprit critique ;
- Avoir une intégrité morale et un sens d'éthique et de la déontologie :
- Être rigoureux dans le travail et avoir le sens du respect du supérieur hiérarchique et de ses collaborateurs:
- Maitriser l'outil informatique

DUREE DU CONTRAT DU COORDINATEUR

Le contrat est conclu pour la durée du programme.

OBLIGATIONS DU PROGRAMME

Le programme mettra à la disposition du Coordinateur l'ensemble des documents, dossiers et outils appropriés et nécessaires à l'exécution de sa mission. Il mettra également à sa disposition un bureau avec des équipements nécessaires pour assurer une bonne prestation de service. Une évaluation de la performance sera faite les six premiers mois et une copie jointe au rapport semestriel du projet. Par la suite, les évaluations se feront annuellement.

Les conditions d'emploi feront l'objet d'un contrat à négocier avec l'OCLEI.

PIECES A FOURNIR

Le dossier de candidature devrait comporter les pièces suivantes :

- Une lettre de motivation adressée au Président de l'OCLEI;
- Un CV actualisé;
- Une copie certifiée conforme des diplômes de formation supérieure ou équivalences;
- Trois (3) lettres de recommandation :
- Un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois.

DEPOT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les dossiers de candidature peuvent être envoyés ou déposés directement à l'une des adresses suivantes au plus tard le 20 mars 2022 à 16 heures GMT :

- A l'accueil de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite, au rez-de-chaussée ;
- Ou par courrier électronique (louologuem@oclei.ml).

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à l'Assistant des Ressources humaines, Place CAN, face à la station Total, Hamdallaye ACI 2000-Bamako.

Aucune soumission ne sera acceptée après la date limite indiquée.

Des interviews par un jury seront organisées avec les candidats présélectionnés. Les candidats présélectionnés pour les interviews seront informés dans un délai de 15 jours après la date de soumission des candidatures.

Bonne chance.

La fin de Barkhane : L'oubli et la fureur



e titre emprunte à la tirade de Macbeth dans la pièce du même nom : « la vie, c'est une histoire racontée par un idiot, pleine de bruit et de fureur ». Peut-être que la fureur qui semble avoir saisi l'exécutif français doit beaucoup à l'oubli des erreurs accumulées dans la relation avec le Mali. Le dossier est très vaste et aujourd'hui les spéculations portent plutôt sur le délai de retour à l'ordre constitutionnel et à la vie des partis politiques au Mali.

lci, nous préférons insister sur la dimension militaire des évolutions politiques au Mali et, du côté français, sur la politisation de la clôture, pourtant programmée de Barkhane. L'exigence de la fin de la transition militaire malienne, l'association des Européens à la rupture de la coopération militaire avec le Mali et la mise en exergue de la nocivité de Wagner ont par trop ignoré les efforts qu'il aurait fallu consentir pour une meilleure interaction avec les Forces Armées maliennes. Cela d'autant plus qu'en décembre 2012, (bientôt 10 ans) lorsque le capitaine Sanogo chasse le Premier ministre Cheick Modibo Diarra, ses prétentions sont de retrouver un niveau adéquat du budget d'équipement des troupes nationales dont il souhaite qu'elles se battent seules. La raison de son coup d'État initial était la corruption de l'État-major de l'époque et les protestations des veuves des soldats tués au front. Le renvoi de Diarra est le chant du cygne de Sanogo qui a détruit et fait exécuter une partie des bérets rouges des Forces spéciales et du 33ème Régiment de commandos parachutistes. Au sein

même des forces armées maliennes il existe depuis sa formation des conflits selon les affiliations et les positions par rapport au pouvoir civil. Ces aspects seront sous-estimés par la partie internationale. Cela va influer sur le contexte de l'intervention de l'opération Barkhane puis de la task-force européenne Takuba qui va privilégier l'aspect anti-terroriste sans concevoir le besoin d'un remaniement en profondeur de l'organisation de l'armée malienne, et sans doute des autres membres du G5 Sahel, à commencer par l'emblématique troupe tchadienne. Ensuite, la désagrégation de la collaboration entre la France et le Mali sur les objectifs de la guerre conjuguée à l'Exit Option de Barkhane sécrèteront la fabrication de la junte comme mauvais objet. Le passé de dissidence du Mali par rapport à l'ordre ouestafricain postcolonial sous-tend la vision négative de ses partenaires régionaux et internationaux. L'arrivée de la société militaire privée russe Wagner accentue bien sûr une perception critique de la trajectoire malienne. Faute d'une capacité opérationnelle française, alors que le nœud de la crise est militaire. c'est l'asphyxie financière du Mali qui est sélectionnée comme punition avec l'activisme d'Alassane Dramane Ouattara (ADO), président de la Côte d'Ivoire et ancien gouverneur tout puissant de la Banque Centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO). L'ex-président ivoirien Gbagbo avait vu son aviation détruite au sol et les portes de son palais avaient été fracassées par un char français. Le Mali est sous pression mais le chef de l'État malien, le

colonel Goïta, quoiqu'on dise, à la différence du capitaine Sanogo, a conquis une légitimité populaire que les partis qui le contestent auront du mal à dénier.

La coopération militaire parasitée

Le gouvernement du président Macron quand il poursuit le soutien politique et militaire au Mali s'appuie sur l'opération de la brigade Serval. Alors que le verrou de Konna tombe en ianvier 2013 sous les coups de boutoir de la coalition de groupes djihadistes venue du nord, le Président malien de la transition. Dioncounda Traoré, demande en urgence l'aide de la France. Ce sera l'opération Serval, en préparation depuis des mois. Mais s'en tenir à la descente vers Bamako, c'est faire l'impasse sur les éléments qui ont enclenché le processus complexe de projection de la brigade Serval depuis plusieurs mois, à savoir la prise des trois capitales régionales, Kidal, Gao et Tombouctou. Une alliance de groupes armés islamigues préside à cette conquête des 2/3 du pays qui lui ouvre la route de Bamako qui passe par Mopti où se trouve le Quartier général de la sixième région militaire. En 2012 la base du MNLA est coincée non loin du Niger, à Ménaka. Serval donne sans doute l'illusion que le plus gros est fait et que des forces mobiles vont nettoyer des poches de résistance islamique. Il n'en est rien, les groupes insurgés, y compris le MNLA s'enkystent dans les capitales régionales, dont Kidal. Mais les stratèges français considèrent que le théâtre d'opérations est pan sahélien et excède le site malien d'affrontement. Les formes habituelles d'un renforcement des capacités de combat de l'allié malien ne sont pas à l'ordre du jour. Cette faible mobilisation de toutes les ressources martiales maliennes correspond d'une certaine façon à une dénégation de la guerre par Ibrahim Boubacar Keita (IBK) le président malien, élu de force. Il n'est sans doute pas désireux de voir des généraux en pointe lui tenir la dragée haute. D'autant plus qu'il semble lui-même tenu à distance par Paris qui n'ignore pas la persistance du détournement du budget de la défense par son fils. D'ailleurs, Soumeylou Boubèye Maïga (SBM), Premier mi-

nistre du Mali depuis le 30 décembre 2017, déclare que le Mali n'est pas un pays en guerre et la ministre française des armées va lui rendre visite lors de son déplacement à Paris. Jeune Afrique interviewe Florence Parly après son entretien le 1er novembre 2018.

« Q – Vous citez plus souvent Soumeylou Boubeye Maïga qu'IBK...

R – Le Premier ministre est là pour réaliser ce que le président décide. Le chef de l'État a un Premier ministre décidé à agir. C'est ce dont le Mali a besoin.

Q – L'armée française continue-t-elle à collaborer avec le Groupe d'Autodéfense Touareg Imghad et Alliés (Gatia) et le Mouvement pour le Salut de l'Azawad ? N'est-ce pas problématique alors que ces groupes sont accusés de se livrer à des exactions intercommunautaires?

R – À chaque fois qu'elle le juge utile, l'armée française collabore avec des groupes qui remplissent plusieurs critères : la loyauté vis-àvis de l'État malien, l'engagement sincère et sans ambiguïté dans la lutte contre le terrorisme et le respect des règles du droit international humanitaire. À ma connaissance. ceux avec lesquels Barkhane est intervenue ne sont pas impliqués dans des exactions. » La ministre française privilégie la lutte contre le terrorisme sans le définir et en refoulant l'occupation par des forces ennemies qui se prolonge au Mali. L'État du Mali et son armée ne peuvent se satisfaire à terme du rétrécissement de leur territoire comme de leur souveraineté. Le peu d'envergure de la vision de la ministre Florence Parly est peut-être à la mesure de l'intervention militaire française d'alors, encore discrète. La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (Minusma) est mise en avant et, avant même que leur redressement ne soit avéré, les FAMa sont sollicitées. Le Mali s'est lancé certes dans un lourd effort de querre avec l'achat de matériel dans la foulée de l'opération Serval et de la remontée des Forces Armées Maliennes (FAMa) vers le Nord. En mai 2013, l'armée gouvernementale a pris le contrôle d'Anéfis. Elle n'est plus qu'à une centaine de kilomètres de l'objectif symbolique primordial de Kidal. Elle poursuit son offensive sans aucun soutien extérieur. Mais le 21 mai 2014, elle est défaite dans la capitale de l'Adrar des Ifoghas par les rebelles du Mouvement national de libération de l'Azawad

(MNLA). S'ensuit la démission du ministre de la Défense, Soumeylou Boubèye Maïga (SBM) qui reviendra par la grande porte, en raison de l'insistance de ses amis parisiens. Il prendra le contre-pied de son prédécesseur, l'ex Premier ministre Moussa Mara, en se satisfaisant d'un statu quo qui va dégénérer du fait de la passivité du pouvoir central en conflits locaux. Pourtant, « le Mali consentira "des sacrifices" pour que son armée, sous-équipée et mise à rude épreuve en 2012 par des groupes islamistes dans le Nord, puisse assurer ses missions », avait déclaré à l'ORTM, la télévision nationale malienne son président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) le 22 septembre 2013. Tout en jurant que « rien ne sera de trop » pour cet obiectif.

Cette course aux armements d'un pays pauvre, où l'absence d'emplois génère la guerre, va continuer de 2016 à 2021. La première phase de ce projet de renouvellement de l'équipement a concerné l'achat de véhiculés blindés et semi-blindés Renault Trucks Défense et d'hélicoptères Super Puma. Pour remplacer les avions MIG russes, l'armée de l'air malienne a également passé commande auprès du constructeur brésilien Embraer. Ces achats en particulier d'équipements auprès de Renault Trucks Défense vont être dénoncés par l'Assemblée nationale et le Vérificateur Général du Mali (VEGAL) et mettre en cause Soumeylou Boubèye Maïga. Celui-ci, ex-médiateur de la mission de l'ONU en Centrafrique (MINUSCA), connecté aux officiers de la force française Sangaris, fut aussi conseiller de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), et chef de la Direction Générale de la Sécurité de l'État - police politique construite sur le modèle du KGB. Il a toute la confiance de l'establishment

diplomatique et sécuritaire français qui a trouvé là un « Soul Brother ». Ces rappels peuvent paraitre accabler un seul homme mais ils indiquent que la personnalisation des enjeux de la guerre, en dehors des officiers combattants maliens, a occulté les problèmes de fond d'une armée en permanence dépouillée de ses moyens et de sa dignité. Les partenaires gouvernementaux de la France, à commence par SBM, perdent encore plus vite que les officiers leur crédibilité et les signes de la décomposition du régime d'IBK se multiplient sans beaucoup de réactions à Paris comme à Bruxelles.

La démission morale et la transition militaire

Pourtant dès le 3 octobre 2014, SBM est placé en garde à vue dans les locaux de la Direction centrale de la police judiciaire, à Nanterre (Hauts-de-Seine). L'ex-ministre malien de la Défense y est entendu dans le cadre d'un contrat portant sur des uniformes militaires. Mais aussi sur l'affaire « Michel Tomi », du nom de ce chef d'entreprise corse dont l'activité principale au Mali porte sur les jeux de hasard et le recrutement d'espoirs du football. Le 21 janvier dernier, le fils d'IBK, Boubacar, chargé de prononcer le discours d'adieu à son père disparu, lors de l'hommage officiel, en l'absence de son frère Karim réfugié à Abidjan après maints scandales, a d'ailleurs évoqué Michel Tomi en ces termes : « ton frère, dont l'amitié ne t'a jamais fait défaut. » Ces fraternités douteuses, l'entre-soi d'élites corrompues et l'aveuglement des diplomates et des services de renseignement français ont accompli la défaite morale du régime plus que les groupes armés djihadistes qui pourtant sèment le désordre et la peur dans l'ensemble



du pays. Ainsi l'intervention des militaires, une nouvelle fois, est une réponse à la démission internationale devant un pouvoir mal élu de nouveau en 2018 et empêtré dans le siphonage des maigres ressources de l'État. Le peu de résultats de la MINUSMA confirme le besoin, pour les militaires maliens, mais aussi la population, d'un sursaut national. Comme à l'époque du capitaine Sanogo, la première version de la prise du pouvoir se veut conciliante. Arrivé au pouvoir à l'issue d'un putsch le 24 mai 2021, le colonel Goïta reste encadré par son oncle qui rendait compte également à Paris des décisions de la junte. Ainsi dans un premier temps il n'a fait que sauver le système en place. IBK est accompagné respectueusement dans sa résidence personnelle et son fils part opportunément et sans beaucoup d'obstacles à Abidjan. Les dégâts du système IBK qui avait mobilisé contre lui la foule des jeunes urbains sans emploi et sans espoir de Bamako ont été évacués et la réprobation de la CEDEAO et de la communauté internationale, où Paris mène la danse, se concentre sur les putschistes. Pourtant durant le gouvernement civil les groupes armés du Nord n'ont fait que progresser en dépit des actions ciblées de Barkhane qui ne modifient en rien le rapport de forces sur le terrain et n'empêchent pas le désaveu d'IBK et de sa clique. La responsabilité de Paris et de l'Union européenne dans la dérive du pouvoir civil de Bamako est indéniable. IBK est mort et SBM reste le principal accusé d'un scandale d'État qui débouche sur la prise du pouvoir par un groupe de colonels qui, à contrario de ce qui a été abondamment écrit pour discréditer les FAMa, ont le mérite d'avoir l'expérience du feu, contrairement à leurs aînés, et de s'être battus sur le front. Le colonel Goïta est une figure éponyme de cette nouvelle frange de l'armée malienne qui prend plus en main son destin militaire que les rênes du pays. Mieux formés que le capitaine Sanogo, ils ont conscience de l'impasse ménagée par 10 années d'une collaboration ratée avec Paris, l'UE et la MINUSMA. Le spectre des adversaires du Mali s'est renouvelé également, plus particulièrement depuis 2016. D'une part, les groupes liés à Al-Qaïda se sont fractionnés réalignés sur des conflits internes au Mali et d'autre par l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) s'est implanté pour combattre Barkhane. Il a accepté l'allégeance d'Abu Walid al-Sahraoui, ancien chef de Murabitoun, rallié

à Aboubacar al-Baghdâdi, patron du Grand Sahara pour LSIS et qui justifie son titre par la multiplication des attaques au Burkina Faso, au Mali, et au Niger. Devant la prolifération des forces négatives et les effets terribles de leur compétition, une partie des officiers maliens sur le terrain cherchent plusieurs solutions dont la négociation avec certains de leurs ennemis. Cela va expliquer leur double démarche de concertation et de durcissement des positions.

Fermeté, dialogues, et jeu romain

Fils d'un officier malien, le nouveau chef de l'État, Assimi Goïta, âgé de 37 ans a un temps été basé à Anéfis, dans la région de Kidal. Il en connaît bien les enjeux militaires, symboliques et politiques, en particulier face à l'Algérie. En 2012, il a combattu les rebelles du MNLA et leurs alliés d'Ansar Dine, dont le chef charismatique, lyad Ag Ghali, est devenu depuis celui du Groupe de soutien à l'Islam et aux Musulmans, organisation faîtière des groupes armés terroristes maliens affiliés à Al Qaida au Maghreb Islamique.

Ancien chef des forces spéciales maliennes, Goïta a une attitude de fermeté face à la Coordination des Mouvements de l'Azawad même si on l'accuse de rigidité. Ainsi, les hommes de la junte ont, dès le 4 septembre 2021, fait faux bond aux leaders touareg de la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) avec lesquels ils avaient un rendez-vous, mais à Kidal. Officiellement, l'avion n'avait pas pu décoller pour cause de météo défavorable. L'excuse n'a pas convaincu le porte-parole de la CMA, Almou Ag Mohamed : « En plus, notre chef, Bilal Aq Acherif, était venu exprès depuis la Mauritanie! Tant pis, ils sont les maîtres de Bamako, nous sommes ceux... de là où nous sommes. » Tout est dit. Chacun chez soi. Le Mali d'aujourd'hui n'est pas si différent de celui de 2012.

Après une volonté affichée, aux premiers jours de la transition, de relancer le dialogue en panne autour des accords d'Alger, les relations ont nettement fraîchi entre les autorités de la transition et les groupes armés du Septentrion, désormais unis au sein d'un Cadre Stratégique Permanent (CSP) où rebelles et loyalistes parlent d'une seule voix. Encouragé par l'Italie, qui s'est mobilisée pour éviter un nouvel effondrement du nord du Mali de nature à ouvrir

une brèche aux migrants ouest-africains voulant traverser la Méditerranée, le CSP s'est déployé depuis octobre 2021 dans toute sa sphère d'influence à l'occasion d'une grande caravane destinée à montrer ses muscles et à passer un message d'unité aux populations. De nouvelles recrues sont en cours de formation. A croire que le CSP se prépare pour une nouvelle guerre. La toute récente réunion de Rome, le 30 janvier dernier, qui a permis de remettre autour d'une table, rebelles et autorités maliennes doit tout à la volonté italienne et à ses bons offices. Et si l'Algérie continue de peser en faveur de l'application des Accords d'Alger de 2015, malgré son influence certaine sur la junte, il n'est plus grand monde à Bamako qui croit encore en leur avenir. Au contraire, le Premier ministre Choquel Maïga, originaire de Gao, est réputé être l'un des pires détracteurs des rébellions touareq. Cependant, conscient de la répartition des rôles, il laisse la posture martiale à la junte face aux Touaregs et lui-même a commencé des négociations avec cet adversaire qu'il connait depuis l'époque de Moussa Traoré.

Rivalités des groupes armés et ardeur de l'armée

Pendant ce temps-là, le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM) et l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) continuent de se disputer le Gourma. Depuis le début de l'année, les affrontements ont semblé donner l'avantage au GSIM près de Tessit, au point qu'on a cru DAECH, comme on l'appelle au Mali, anéanti. Mais les combats dépendent de mobilisations souvent conjoncturelles. Pour marquer des points le GSIM aurait mobilisé des combattants du centre du Mali et du Burkina Faso. Des centaines d'habitants soupconnés de sympathie pour son ennemi ont été chassés et des collaborateurs présumés exécutés. Tessit est le dernier bastion de l'EIGS dans le Gourma. Le départ annoncé le 17 février de l'opération Barkhane et de la taskforce européenne Takuba de la zone des trois frontières, autour du trépied Gao-Ménaka-Gossi, devrait redistribuer les cartes de la rivalité entre les deux groupes, qui étaient pourchassés de part et d'autre par des frappes européennes et françaises : les combattants, majoritairement nigériens, de l'EIGS, par le Groupement tactique désert 3, et les Maliens du GSIM dans le Liptako et le Gourma malien,

par les GTD 1 et 2. Il est clair aussi qu'en cas de reconquête totale de la zone par les djihadistes maliens, le Niger se trouverait extrêmement exposé, en raison de la proximité de la capitale Niamey.

Dans le Centre du Mali, la montée en puissance des FAMa a commencé en novembre 2021 avec l'appui des soldats russes dont on estime le nombre à près d'un millier. La direction de la communication de l'armée malienne fait régulièrement état d'affrontements, de villages repris, de populations revenues : des dizaines de milliers de déplacés selon des sources proches du gouvernement. « La dynamique offensive de recherche et de destruction des sanctuaires terroristes se poursuit dans le cadre du plan Maliko et de l'opération Kélétigui. Les Groupes armés terroristes sont de plus en plus en débandade » écrit la direction de la communication des FAMa le 8 février. En marge de cette « montée en puissance », selon le terme consacré à Bamako, il est fait état d'un village peul incendié et de plusieurs soldats russes tués et pris en otages par les djihadistes.

L'armée malienne à la recherche de sa gouvernance ?

L'armée malienne en tant qu'institution et comme force belligérante est au cœur des préoccupations de la junte au pouvoir. Rien d'étonnant puisque les cinq jeunes colonels qui la dirigent en sont issus et connaissent mieux que quiconque les difficultés et humiliations qu'elle a connues depuis 2012 avec les comportements de prédation systématique exercés à son détriment par les dirigeants politiques et militaires. A l'occasion de la fête de l'armée, qui célèbre, depuis le 20 janvier 1961,

le départ de l'armée française du pays, les autorités de la transition ont multiplié les gestes pour relever le moral des troupes. Des familles de soldats tombés sur le front ont été honorées publiquement. Des chèques individuels et collectifs distribués. Et un grand programme de logements pour les militaires annoncé. Les efforts de formation et de mentoring déployés par les partenaires extérieurs depuis presque dix ans commencent aussi à produire leurs fruits. Et l'arrivée des Russes, vieux alliés du Mali, fournisseurs traditionnels d'armes et formateurs des cadres de l'armée malienne, a permis de galvaniser les troupes. L'heure est donc à la « montée en puissance » qui ravit les Bamakois.

Le colonel-président Assimi Goïta continue d'habiter à Kati. Un cortège sobre l'y raccompagne tous les soirs de Koulouba. Il est l'idole des jeunes de la ville garnison. Son effigie est partout dans la capitale. Cette exposition contraste avec la discrétion affichée du colonel, toujours en treillis et cache-cou kaki, qui n'aime pas trop parler et, quand il s'y résout, s'exprime toujours avec calme et mesure, à l'inverse de son bouillant Premier ministre. Difficile de savoir quels sont les rapports de force à l'intérieur de la junte, au-delà des armes et fonctions de chacun. Le Président Bah N'Daw, tonton et ami du père d'Assimi Goïta, a failli créer la discorde par son obstination à écarter deux des cinq hommes du gouvernement en mai 2021. Assimi a dû trancher dans le vif et l'écarter. Il en allait de la survie même de la junte et de sa cohésion. Cela a coûté son poste à l'officier retraité qui depuis, garde le silence. Et un coup d'État dans le coup d'État au Mali, précipitant Assimi Goïta en première ligne comme Président. Depuis lors, la junte s'exprime rarement, soucieuse du risque que pourrait créer une personnalisation excessive. Et elle laisse le front politique et ses turbulences à son Premier ministre, dont la tête est réclamée de toute part au sein de la classe politique malienne exaspérée par les arrestations et auditions menées en son sein au nom de la lutte contre la corruption. La classe politique malienne, malgré l'ultimatum de la plus activiste de sa composante qui se propose de ne plus reconnaitre le pouvoir de transition le 25 mars prochain, est affaiblie. Choquel Maïga, venu de l'ère nationaliste et marxiste de Moussa Traoré a un capital politique et les officiers en ont besoin. D'autant plus que l'irascibilité du président Macron et de son ministre des affaires étrangère demandent un paratonnerre, fonction que le Premier ministre joue avec habileté, engrangeant des points à chaque invective française ou soupçon d'un monde partisan malien usé. La guerre, le départ de Barkhane et la dramaturgie utilisée par la partie française, appuyée par l'UE, ont sans doute modifié l'équilibre des forces politiques maliennes davantage que les vaques démocratiques. L'ostentation de la fâcherie entre deux pays longtemps très proche profite symboliquement à la nouvelle direction malienne.

Scénographie d'un départ

Exaspérés par le paternalisme et l'arrogance des dirigeants français, fatigués d'une guerre de position qui semble ne jamais approcher du but, du statu quo qui permet aux groupes armés terroristes de contrôler, en réalité, toutes les brousses du nord, d'actes de banditisme incessants, les colonels de la junte, à l'instar de leurs compatriotes, ont décidé le départ de la France et de ses alliés de Takuba, sans pour autant le demander explicitement. Mais la réalité profonde de ce rétrécissement militaire de la France au Sahel lui revient en fait. Le président Macron et le ministère français de la défense anticipaient depuis deux ans ce désengagement. La fureur contre la junte « illégitime » est sans doute surjouée. Mais cette instrumentalisation de la prise du pouvoir par des officiers jugés indociles pour traiter un nécessaire achèvement de Barkhane a péché par oubli de la particularité malienne. En effet, le souvenir du régime de Modibo Keita et de son engagement anticolonial, la nostalgie des empires des siècles passés, l'exaspé-



ration des jeunes, qui constituent la majorité des Maliens et ne connaissent de la France que les refus de visa, la montée de l'extrêmedroite et la lutte contre la migration, tous ces facteurs ont probablement joué dans la réponse ferme de Bamako aux gesticulations françaises. Et bien sûr, la grande vague antifrançaise qui monte dans toute l'Afrique de l'Ouest conforte le Mali qui se trouve en position de victime avec la punition financière et économique infligée via la BCEAO

Un patrimoine de résistances

La pandémie de coups d'État en Afrique francophone, écho de l'échec cuisant des régimes issus de la démocratisation des années 90 et du désarroi né de la guerre sans fin contre les groupes djihadistes, tétanise les chefs d'État de la région. A raison. Car de même que les jeunes Sahéliens suivent sur Facebook l'avancée des convois militaires français et rivalisent de provocations pour les intercepter, les colonels des pays de la région s'inspirent les uns des autres. Plus les coups d'Etat se multiplient, plus les institutions régionales sont dans l'embarras pour y répondre. Le G5 Sahel n'est plus déjà qu'un G3. A qui le tour ?

S'interrogent les internautes de toute l'Afrique de l'Ouest. Les jeunes applaudissent les colonels et en redemandent. Mais le Mali paye cher son impudence. Si le Burkina Faso et la Guinée continuent de bénéficier d'une relative tolérance de la part des institutions régionales, il en va différemment du Mali et de ses positions ouvertement iconoclastes.

Le Mali a un passé qui constitue un passif pour la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) comme pour l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA). Avant même l'Indépendance, à Bamako, le Rassemblement Démocratique Africain (RDA), en voulant élargir la loi cadre, choisit une voie de rupture avec le scénario néocolonial avec lequel Houphouët-Boigny, l'ex-président ivoirien, sous de rudes menaces, va se rallier plus tard. Le père de l'indépendance malienne, Modibo Keita, va contribuer à l'aide logistique au Front de libération nationale (FLN) de l'Algérie et se rapprocher de deux autres pays voisins qui effrayent l'Occident et le reste de l'Afrique : la Guinée et le Ghana. Au Ghana. Franz Fanon est l'ambassadeur du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne et estime que le Mali peut offrir le

terrain à une Wilaya V. Par un coup d'État, les militaires menés par le lieutenant Moussa Traoré, formé par les Français dans les guerres coloniales et entretenu par la CIA, renverse Modibo Keita et installe une dictature jusqu'en 1991. Tout en étant clairement rangé du côté de l'Occident, le régime tyrannique de Moussa Traoré gardera la propagande marxiste, les services de renseignement et les équipements des Soviétiques. Le coup d'État contre Amadou Toumani Touré (ATT) en mars 2012, ATT lui même tombeur de Moussa Traoré avant d'être élu Président, va déjà irriter Ouattara, installé depuis peu au pouvoir à Abidjan par les Nations-Unies, vivement poussées par Paris. Et les sanctions de la CEDEAO qui en 2012 sont déjà lourdes, mais interrompues dès que la transition s'annonce, vont prendre une dimension explosive en 2022 avec le tandem Macron-Ouattara à la manœuvre. Le président ivoirien sera le bénéficiaire du départ de Barkhane car la Côte d'Ivoire depuis l'opération Licorne constitue un espace connu et offre un port d'évacuation. Mais son irritation contre le bouleversement introduit par les colonels maliens l'emporte. Dans une conversation avec l'ancien Premier ministre malien Boubou Cissé. mi-février, Alassane Ouattara ne mâche pas ses mots contre les colonels maliens. Piégé, sans doute, par son interlocuteur, le Président ivoirien qualifie les autorités maliennes d'idiots, de naïfs et d'ignorants. « Je ne comprends pas. On dirait qu'ils sont tombés sur la tête! » Le président ivoirien avait, à la fin de 2021, remis en selle Marcel Amon Tanoh à la tête du Conseil de l'Entente conçu comme une machine de guerre contre le Mali et la Guinée dès l'origine. Ce sera le fédérateur des positions des États de l'UEMOA, hors le Sénégal, pour peser au sein de la CEDEAO en faveur d'un arsenal complet de mesures dissuasives à l'égard de Bamako. Le patron du quai d'Orsay Le Drian se satisfait de cette « Entente antiterroriste » en germe qui pourrait succéder au G5 Sahel. Ce dernier est déjà un roi nu, tant s'y tiraillent Niger, Tchad et Mauritanie tandis que le Burkina joue les absents. L'UEMOA a donc été mise en première ligne pour encercler d'un blocus financier le Mali avant même que la médiation de la CEDEAO ait épuisé toutes les modalités d'un rapprochement.

L'arme de la zone franche

Les sanctions financières adoptées après les

avertissements de Paris contre la présence de Wagner visent l'asphyxie monétaire du Mali et elles ont été obtenues, d'après le commissaire togolais de l'UEMOA, Kako Nubukpo, en contravention avec les règles de la CEDEAO, tant vis-à-vis de son Parlement que des procédures internes. En gelant les avoirs de l'État malien et de ses entités à travers la BCEAO, la décision de la CEDEAO d'accepter sans ambages le blocus décidé par l'UEMOA, aboutit à bloquer les transferts du et vers le Mali. En effet, quand un Parisien envoie par Western Union des euros à Bamako, ceux-ci ne sont pas compensés par des CFA par la BCEAO. Les transferts ne sont pas formellement interdits mais deviennent impossibles par défaut de signes monétaires, de liquidités, à remettre aux personnes venant chercher les billets libellés en CFA dans les bureaux de Western Union situés au Mali.

L'accès au marché monétaire de l'UEMOA est fermé pour l'État du Mali qui ne peut donc se refinancer à travers l'émission de bons du Trésor et rembourser ses dettes. Plus même, explique Kako Nubukpo, le Mali se retrouve ainsi isolé des flux financiers du reste du monde. Les rentrées douanières constituent aussi une recette de l'État, déterminante pour ce pays importateur. L'interdiction des transactions commerciales internationales faite au Mali aboutit ainsi à interrompre les prélèvements des taxes et impôts douaniers. Le budget de l'État. Le système financier national ne peut plus venir au secours du paiement des échéances comme des salaires des soldats et des fonctionnaires. Le président Goïta et son gouvernement sont donc confrontés à une impasse, sans les marges de manœuvre dont l'ex-président ivoirien Gbagbo avait pu user pour desserrer l'étau que la BCEAO exerçait sur le système financier ivoirien, de plus autrement plus autonome que le réseau bancaire malien. Laurent Gbagbo et trois de ses anciens ministres étaient soupçonnés d'avoir forcé les portes de l'agence d'Abidjan de la Banque centrale d'Afrique de l'Ouest pour obtenir des liquidités. C'était en janvier 2011, en pleine crise postélectorale. Le gouverneur de la BCEAO, Philippe-Henri Dacoury-Tabley, avait alors démissionné sous la pression des chefs d'État ouest-africains. Les mesures avaient été prises après l'octroi par le gouverneur d'un décaissement de 60 milliards de francs CFA en faveur de Laurent Gbagbo, outrepassant la dé-

cision des ministres des Finances de l'UEMOA. Ces derniers avaient donné au président reconnu par la communauté internationale, Alassane Ouattara, tous les pouvoirs pour qu'il gère l'institution.

Face à la provocation de la BCEAO aujourd'hui, certains pensent que le Mali serait tenté de rompre avec le CFA et de mettre en place une émission monétaire propre. Ce ne serait pas tout à fait une nouveauté dans la mesure où le franc malien a connu une parité spécifique avec le franc français, bien qu'en liaison avec le franc CFA. La Russie et la Chine sauront aussi fournir des devises pour les dépenses de souveraineté de l'équipe au pouvoir, démontrant le spectre élargi de leur soutien. Les voisins algériens et mauritaniens peuvent aussi, dégagés de toute obligation envers la CEDEAO, acheminer des marchandises vers le Mali et consentir des crédits avec des dépôts de grands commerçants maliens dans leurs banques. Le FMI et la Banque mondiale ne se trouvent pas dans une solution aisée comme préteurs en dernier ressort du Mali.

Mais une attitude de complète fermeture aux demandes maliennes des Institutions de Bretton Woods constitue un risque. Les conseils d'administration ont leur mot à dire et au sein de l'UEMOA on hésite à poursuivre une méthode d'étouffement qui peut un jour se diriger vers un autre État membre et qui achève de discréditer la zone franc et la France. Le Drian et Ouattara espèrent que le gouvernement du Mali va craquer quand il ne saura assurer le paiement des salaires, dans quelques semaines. Mais il n'est pas sûr que le président sénégalais Macky Sall, qui pèse l'impact de ce blocus sur le commerce de son pays et le risque d'une migration malienne vers le Sénégal, ne milite pas pour l'allègement. Son homoloque togolais Faure Eyadema quant à lui a de la sympathie pour les colonels du Dioliba et sait qu'il doit sa présidence à un coup d'État. La dissidence de Kako Nubukpo n'est pas tout à fait fortuite et sa fronde contre le grand frère Ouattara, ancien gouverneur de la BCEAO, intervient avec la tolérance de Faure. sinon sa bénédiction.

L'or et le marché noir

Les réserves d'or du Mali, provenant de l'exploitation active depuis 20 ans du sous-sol, offrent une garantie à des prêteurs ou des acheteurs. Elles sont en tout cas, avec la

bonne volonté de la Guinée et les réseaux des opérateurs miniers, une solution éprouvée pour la junte en matière de contournement des sanctions: «Lorsque la junte militaire a organisé son premier coup d'État en 2020, les sanctions imposées par la CEDEAO à l'époque ont eu un effet minime/limité sur les quelques 13 mines d'or gérées par des multinationales, car l'embargo n'a duré que quelques semaines. Des compagnies comme le Canadien Barrick Gold, le Britannique Humming bird Resources ou le Sud-africain AngloGold Ashanti ont pu voir vu le cours de leurs actions chuter, mais les opérations réelles n'ont pas été très affectées parce qu'elles ont pu continuer à évacuer l'or par la Guinée, et directement par avion ». estime Robert Besseling de Pangea-Risk. Cependant la poire pour la soif qu'offre l'or pourrait se tarir si les pays concernés comme l'Australie, le Canada, où sont cotées nombre de compagnies aurifères, et les EUA décidaient d'étendre le régime des sanctions contre le Mali. Mais c'est aussi un exercice périlleux car il peut susciter un recours aux méthodes brutales mais sans respect des embargos des miniers russes et chinois. Sur le front des marchés agricoles de la région, l'arrêt des flux, pour cause de manque de billets de banque, aurait des conséguences graves sur la situation économique, alimentaire et politique du secteur rural. Le Mali, déjà très fragile et marqué par l'informel, peut glisser dans le marché noir des monnaies avec le risque de l'irruption d'acteurs nuisibles et une perte de confiance envers le secteur bancaire pour les transactions. Depuis longtemps les camions citernes de carburant s'achètent au Mali en valises de billets : les décisions de la BCEAO vont induire l'extension du domaine de l'extra bancaire.

Un dérapage historique ?

Vouloir punir le Mali pour affaiblir ses dirigeants lancés dans la reconstruction de leur armée est un bluff dont on voit déjà les effets irréparables : la disparition de la confiance entre pays membres d'une communauté d'États et la perception de la France comme une nation sans clémence manipulant des valets locaux. Barkhane et Takuba vont partir. Au-delà de ce départ, qui, certes, marquera un virage historique pour la France comme pour le Mali, il faudrait être davantage attentif aux reconfigurations à venir, profitant du nouvel appel d'air. Rebelles, loyalistes, miliciens, ter-

roristes, forces armées officielles : qui va gagner? Le partage implicite du territoire qu'on connaît aujourd'hui va-t-il se perpétuer? Certains acteurs vont-ils être détruits ? Quelle influence auront les nouveaux acteurs internationaux sur les équilibres du pouvoir ? L'Algérie continuera-t-elle de pousser en faveur des accords d'Alger, avec l'appui inattendu de l'Italie ? Libérée du voisinage de l'armée française, va-t-elle changer d'alliance ? Jusqu'où la Russie est-elle prête à aller dans cette guerre ? Le redéploiement de la France et de Takuba au Niger affaiblira-t-il le Président Bazoum par l'effet de la contagion de l'exaspération anti-française ? Selon L'altermondialiste nigérien Moussa Tchangari, le Président Bazoum « s'est planté un couteau dans le ventre. »

Autant de questions que le pouvoir français n'a pas cherché à étudier et à partager. La cohorte d'experts qui l'accompagnent depuis des années en inventant une complexité nouvelle à des questions bien anciennes ne l'a pas aidé. Chacun s'est enfermé dans la mise en scène extravagante du départ partiel d'une force d'intervention à mission temporaire. Si l'ambassadeur de France à Bamako a été déclaré persona non grata, ce n'est pas le coup d'éventail du Bey d'Alger qui déclencha deux ans après la conquête de l'Algérie. Paris avait renvoyé l'ambassadeur du Mali deux ans auparavant. Ce qui est assez extraordinaire quand Marine Le Pen exigeait il y a peu que l'on mette l'ambassadeur malien dans un avion comme on le faisait avec les vols charters. Tout cela semble créer un Afghanistan du pauvre (français) débordé par la décomposition d'un État malien en faillite, une armée sans légitimité et des terroristes déchainés. Les conditions sont tout à fait différentes, il n'y a pas de Sahelistan en dépit de l'opportunité de rapprochements que nombre de chercheurs autoproclamés ont cultivé. La population ne demande pas plus d'État ou de service public. Elle souhaite modifier le rapport entre la société et l'État. La marchandisation de la terre, la monétarisation des rapports sociaux, la destruction d'une idée de la masculinité sont autant d'enjeux refoulés par les rentiers du développement incrustés au Sahel.

Olivier Vallée et correspondants à Abidjan, Bamako, Niamey et Ouagadougou Source : le Sphinx

Mali: Des Nigériens et des Burkinabè parmi "des terroristes neutralisés" à Mondoro- selon un nouveau communiqué publié ce dimanche par l'Armée malienne



Etat-major Général des Armées du Mali a annoncé, dimanche soir, dans un communiqué, avoir neutralisé une dizaine de "terroristes" dont des Nigériens et des Burkinabè, par des frappes aériennes dans la zone de Mondoro, dans le nord du pays.

Selon le communiqué consulté par l'Agence Anadolu, « neuf corps ennemis, en état de putréfaction, ont été découverts pendant le ratissage tout autour de la garnison de Mondoro ». « Certains leaders terroristes ont été neutralisés, à savoir : Iboune Ibrahim et Malam Aboubacar tous de nationalité nigérienne, Alfousseni Barry, IbouneYounoussa alias Bobala et Nouhoum Dicko tous de nationalité burkinabè, Hassani Barry du village de Dialoubé, Amadou Dicko du village de Boni, Ague Issa alias Nassourou tous de nationalité malienne ».

D'après le document, « les missions d'observation et de renseignement en profondeur ont permis de localiser les zones de repli de certains groupes terroristes. Par conséquent, des

actions offensives aériennes à travers des frappes ciblées ont détruit des plots logistiques et des convois ennemis », précise-t-on. En outre, des renseignements reçus, précise le colonel Souleymane Dembelé, Directeur de l'Information et des Relations Publiques des Armées (DIRPA), sur la base des observations après recouvrements, ont permis de confirmer "des pertes importantes infligées aux terroristes".

Pour rappel, 27 soldats maliens ont été tués et 33 autres blessés, dont 21 graves, vendredi dernier, dans une attaque contre le poste de sécurité de Mondoro, dans le cercle de Douentza au centre du pays, a annoncé le gouvernement de la République du Mali dans un communiqué.

Le porte-parole du gouvernement, le Colonel Abdoulaye Maïga, a fait savoir « que les Forces armées maliennes (FAMa) du poste de sécurité de Mondoro dans le cercle de Douentza, ont vigoureusement réagi à une attaque complexe avec utilisation de véhicules piégés, dans la matinée du vendredi 4 mars 2022, aux environs de 05h30 ».

« Le ratissage des forces spéciales maliennes immédiatement déployées dans la zone a permis de retrouver et de neutraliser 47 terroristes dans la matinée », lit-on dans le communiqué officiel. La même source fait état d'un bilan provisoire de 27 morts, 33 blessés dont 21 graves, et 7 portés disparus parmi les soldats maliens, ainsi que des dégâts matériels.

Un deuil national de 72 heures a été décrété par le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, à compter du samedi 5 mars, en hommage aux militaires tués.

Depuis 2012, le Mali est confronté à une crise sécuritaire alimentée de revendications séparatistes et d'attaques terroristes, notamment dans le nord et le centre du pays.

AA/Bamako/Amarana Maiga aa.com

Célébration du 8 mars : Les femmes maliennes magnifiées !

A l'instar des autres pays, le Mali a célébré avec faste, hier 8 mars, la journée internationale des femmes. La cérémonie était placée sous la présidence du chef du gouvernement, Dr Choguel Kokalla Maïga. Le thème national retenu est : « Rôle et place de la Femme dans la refondation du Mali ». C'était en présence de plusieurs membres du gouvernement, des ambassadeurs accrédités au Mali et une masse compacte de femmes acquises pour la circonstance.

abillées en uniforme, les femmes n'ont pas voulu rester en marge de cette célébration malgré le contexte difficile que traverse le Mali. A l'unisson, la gent féminine de tous bords a défilé pour apporter son soutien aux autorités de la Transition. La journée du 8 mars a été institutionnalisée et déclarée en 1977 par l'Organisation des Nations Unies comme 'Journée Internationale des droits de la Femme". Elle est célébrée au Mali depuis 1994. Elle donne l'opportunité aux femmes de faire le plaidoyer, de sensibiliser l'opinion nationale et internationale sur leur condition de vie. et aussi d'établir un bilan sur les progrès réalisés, en termes d'égalité Homme/Femme, dans tous les domaines prio-

ritaires du développement.

A l'entame de ses propos, le ministre de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille, Wadidié Founè Coulibaly a fait observer une minute de silence en la mémoire de toutes les victimes civiles et militaires de la crise qui prévaut au Mali. Selon elle, le thème de cette année, est en parfaite harmonie avec les préoccupations du moment car notre pays est confronté aux conséquences d'une crise multidimensionnelle qui a ébranlé les fondements de la Nation elle-même : la dégradation de la situation sécuritaire, les dysfonctionnements des institutions étatiques, le délitement du lien social, l'effritement de la cohésion sociale, la détérioration du climat politique et la grogne

sociale. Selon le rapport du bureau des Nations Unies pour la Coordination des affaires humanitaires intitulé "Aperçu sur les besoins humanitaires 2019", la crise institutionnelle et sécuritaire affecte 7,2 millions de personnes au Mali, dont environ 50% de femmes, 19% des enfants de moins de 5 ans et 3,5% des personnes âgées de 60 ans et plus. Cette situation préoccupante n'a d'autres alternatives que le dialogue inclusif pour une solution durable. Ce processus de dialogue ne pourrait se développer sans la participation des femmes, des jeunes et des leaders d'opinion.

Le ministre de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille, Wadidié Founè Coulibaly profité du micro pour faire une mention spéciale aux femmes du Mali qui ont répondu massivement l'appel pour la mobilisation générale en soutien aux autorités de la transition après les sanctions de la CEDEAO et de l'UE-MOA. « Afin de mieux protéger les femmes et de tirer pleinement parti du potentiel de leur leadership dans le contexte de refondation, les préoccupations des femmes et des filles, dans toute leur diversité, doivent être intégrées dans la formulation et la mise en œuvre des politiques et des programmes dans tous les domaines et ce, pendant tout le processus de la refondation », a-t-elle dit.

Pour sa part, le premier ministre, Dr Choquel





Kokalla Maïga, porteur du message du Président de la Transition, Assimi Goita, a rendu à un vibrant hommage aux femmes maliennes. « Femmes du Mali, que vous êtes non seulement le premier berceau de la vie, mais aussi et surtout la colonne vertébrale de la société malienne. Vous êtes aussi les Amazones sur lesquelles la Transition compte pour réussir le redressement de notre pays. Vous êtes les piliers de la cellule familiale et les actrices infatigables du développement social, économique et culturel de notre pays. vous êtes celles qui, dans les campagnes, dans les hameaux de culture et dans les villes nourrissent et portent le pays, en prenant soin des enfants, des personnes âgées, des familles et des communautés de base », a-t-il fait savoir. Aux dires de Dr Choquel Kokalla Maïga, la célébration de la journée internationale des femmes intervient cette année dans un contexte particulier au Mali. Un contexte fait de gravité et de recueillement à la suite de l'attaque terroriste de Mondoro contre nos Famas. « Nous célébrons, en effet, l'édition 2022 du 8 Mars, au lendemain du deuil national que le Gouvernement a décrété à la mémoire de nos braves soldats. tombés à Mondoro, dans le cercle de Douentza, le 4 mars 2022, à la suite d'une attaque terroriste barbare et lâche. Les éléments des Famas (les Forces Armées Maliennes), tombés à Mondoro, sont morts pour la Patrie. Ils sont nos héros d'aujourd'hui, avec tant d'autres qui ont défendu et continuent de défendre la liberté, l'honneur et la dignité de notre peuple. Nos militaires au front sont nos remparts contre l'obscurantisme et contre l'intolérance. Ils défendent l'indépendance, la souveraineté, l'unité et l'intégrité de notre territoire », a dit Dr Choquel Kokalla Maïga, avant de rendre un vibrant hommage, à la hauteur de leur sacrifice pour le Mali. Le rôle des femmes dans la défense nationale n'est plus anecdotique. Loin de là. Notre armée est riche de sa diversité, de sa mixité. Elle est forte de l'apport et de la contribution inestimables des personnels féminins exerçant dans divers corps militaires et paramilitaires.

Le chef du gouvernement, Dr Choguel renchérit en ces termes : La montée en puissance de notre armée est une réalité. Certes, elle ne plaît pas à tout le monde, comme on le voit du reste. Elle ne plait pas à ceux dont le funeste projet est de nous ôter toute capacité militaire propre à défendre notre pays, son indépendance et sa souveraineté. Grace aux efforts du gouvernement, dont l'action en faveur des Forces de défenses et de sécurité est portée par la vision et l'ambition du Président de la Transition de faire du Mali une puissance militaire, nos Famas ont fière allure aujourd'hui. « Depuis plusieurs mois, notre armée a engagé de grandes opérations de sécurisation du territoire et de luttes anti-terroristes dont les résultats positifs se passent de commentaires. Faces aux succès fulgurants des Famas, nous devons nous préparer à affronter des vents contraires, attisés par des faux prophètes des droits de l'homme ou des officines à fabriquer de rumeurs ou de bavures imaginaires, dans le seul but est d'entamer la cohésion de nos forces. Outre les velléités de couvrir d'opprobre notre armée qui s'est fait un point d'honneur à respecter les droits de l'homme, la querre informationnelle vise également obstinément à nous mettre à mal avec des pays frères et amis, avec lesquels nous entretenons des relations séculaires d'amitié, de coopération et de bon voisinage », a conclu le premier ministre. avant de souhaiter bonne fête à toutes les femmes du monde entier.

■ Ibrahim SANOGO



Approvisionnement en blé et farine : Anticiper pour sécuriser les stocks

A l'instar des autres pays, le Mali a célébré avec faste, hier 8 mars, la journée internationale des femmes. La cérémonie était placée sous la présidence du chef du gouvernement, Dr Choguel Kokalla Maïga. Le thème national retenu est : « Rôle et place de la Femme dans la refondation du Mali ». C'était en présence de plusieurs membres du gouvernement, des ambassadeurs accrédités au Mali et une masse compacte de femmes acquises pour la circonstance.



écuriser les stocks et éviter toutes formes de rétention ou de pénurie du blé et de la farine au Mali, tel est le combat du ministre de l'Industrie et du Commerce, Mahmoud Ould Mohamed! En effet, l'intervention russe en Ukraine a provoqué une augmentation brusque du cours du blé sur les places boursières passant de 269,25 euros la tonne au cours du mois de février dernier, à 316 euros la tonne le jour de l'intervention avant de redescendre à 290 euros la tonne. A cours terme, le cours devrait encore grimper à plus de 400 euros la tonne face à une forte demande de certains pays clients anticipant les achats.

Cette situation combinée aux effets des sanctions de la CEDEAO à l'encontre de notre pays risque de compliquer davantage notre approvisionnement en blé au regard de la place de la Russie et de l'Ukraine en matière d'exportation de blé au monde, respectivement 2ème et 4ème producteur de blé, soit 29% de la production mondiale. Elles représentent égale-

ment 40% du Commerce mondial de blé échangés. Aussi, pour anticiper sur cette éventuelle crise, le ministre Mahmoud Ould Mohamed a décidé d'aller à la rencontre des acteurs intervenant dans ce secteur.

S'agissant de l'état des lieux, il faut retenir au plan national, qu'un cadre de concertation de la filière Blé-Farine-Pain a été mis en place auprès du ministre de l'Industrie et du Commerce pour échanger sur d'éventuelles difficultés de la filière. Les consultations au sein de ce cadre de concertation ont abouti tout d'abord à la signature d'un protocole d'Accord qui a permis de plafonner les prix de la farine boulangère et du pain respectivement à 22 000FCFA le sac de 50 kg et 250 FCFA, la baquette de 250g. Au cours de cette semaine, la farine de blé a été cédée au détail entre 400 et 500 FCFA le Kg soit un prix moyen de 439F CFA contre 386 FCFA le Kg l'année dernière à la même période.

A titre de rappel, le besoin annuel de consommation nationale en farine boulangère produite à partir du blé tendre importé est estimé à environ 60 00 tonnes. En ce qui concerne l'état de la situation des stocks, les stocks de farine boulangère sur le territoire national s'élèvent à 19 764 tonnes dont 7 798 tonnes au niveau des unités industrielles et le reste disponible dans le circuit de distribution auprès des commerçants grossistes et demi-grossistes. Aussi, il a été enregistré 8023 tonnes de blé disponible au niveau des pays de transit en attente d'évacuation.

Selon les statistiques, la France apparaît comme le premier pays partenaire du Mali en matière d'importation de blé, suivie de la Russie, de l'Argentine et de l'Ukraine. Selon toujours les statistiques et les prévisions de la Direction Générale du Commerce de la Consommation et de la Concurrence, au regard des stocks disponibles (environ 4 mois de consommation), la crise en Ukraine n'aura probablement pas un impact immédiat sur l'approvisionnement de notre pays.

Cependant il urge de diversifier nos sources d'approvisionnement et accompagner nos industriels et minoteries à souscrire rapidement des contrats d'achat avec les négociants afin d'anticiper sur une probable augmentation des cours en prélude à la prochaine campagne de commercialisation du blé à partir du 2ème semestre 2022. D'où l'importance de la démarche du ministre de l'Industrie et du Commerce, Mahmoud Ould Mohamed!

Aussi, pour assurer l'approvisionnement continu du pays, des mesures urgentes sont préconisées. Ainsi à court terme, il s'agira de procéder à l'évaluation rapide des stocks au niveau des ports de transit, de demander l'accompagnement des opérateurs économiques afin d'éviter le dérapage des prix et la rupture des stocks. A moyen terme, il va s'agir de diversifier nos sources d'approvisionnement et accompagner nos unités industrielles dans la recherche de nouveaux partenaires commerciaux et des facilités de financement, de promouvoir la culture du blé au niveau national et la fabrication du pain à partir d'autres céréales.

Comme le dicton, « gouverner c'est pouvoir », c'est aussi savoir anticiper ! Un sens de responsabilité que le ministre Mahmoud Ould Mohamed a bien compris.

Yama DIALLO

Pour le renforcement du rôle des femmes dans la promotion de la paix et de la sécurité : La Belgique apporte un million d'euros

e Royaume de Belgique a renouvelé son engagement envers le Fonds fiduciaire pour la paix et la sécurité au Mali avec une nouvelle contribution d'un million d'euros. Dédié à la promotion des droits des femmes au Mali, ainsi qu'à l'agenda Femmes, Paix et Sécurité, cet appui a été officialisé le 3 mars dernier lors d'une rencontre entre l'Ambassadeur de Belgique au Mali, Son Excellence Jurgen van MEIRVENNE, et El-Ghassim WANE, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies.

Ce million d'euros servira à renforcer le rôle des femmes dans les organes représentatifs aux niveaux national et local des institutions maliennes et dans les initiatives du processus de paix, ainsi qu'au niveau des Forces de défense et de sécurité du maliennes (FDSM). Il permettra ainsi à la MINUSMA de soutenir davantage le Mali dans ses efforts pour consolider la paix et la sécurité, tout en consolidant le rôle de femmes au sein des processus politico-institutionnels, dans un contexte évolutif de transition.

Le Chef de la Mission onusienne a salué l'engagement continu de la Belgique au Fonds fi-

duciaire. « La mise à disposition de ces fonds est aussi une belle preuve de la détermination de la Belgique pour soutenir la paix et la stabilité du Mali. La Belgique qui a, à de nombreuses reprises, prouvé sa volonté à s'assurer que les Forces de défense et de sécurité malienne (FDSM) sont mieux positionnées et outillées sur le plan physique et moral, pour faire face aux différents défis sécuritaires, » a rappelé El-Ghassim WANE. À son tour, Son Excellence Jurgen van MEIRVENNE a déclaré que cet appui, « s'inscrit dans le cadre d'un programme global de soutien du Royaume de la Belgique aux activités de consolidation de la paix, de dialogue et de stabilisation au Mali ». Il a exprimé l'engagement continu de son pays et de l'Union Européenne notamment à soutenir la MINUSMA au travers du Fonds fiduciaire.

Des efforts qui se poursuivent

En juillet 2018, une première contribution d'un million d'euros avait déjà été faite par la Belgique, en faveur des droits de l'homme et plus particulièrement en soutien à la Commission d'enquête internationale, dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la

réconciliation. La mise en place de cette Commission rendue possible par un financement conjoint des pays du Benelux (Belgique, Pays-Bas et Luxembourg) a contribué de manière significative à la réconciliation au Mali. En effet, elle a permis d'apporter de nombreux éléments sur les allégations de violations des droits de l'Homme et du Droit international humanitaire entre janvier 2012 et janvier 2018, année de sa création. Cette même année, la Belgique avait fait une deuxième contribution au Fonds fiduciaire d'un montant de deux millions d'euros pour le redéploiement des Forces de défense et de sécurité maliennes.

Qu'est-ce-que le Fonds fiduciaire des Nations unies pour la paix et la sécurité au Mali

Le Fonds fiduciaire des Nations unies pour la paix et la sécurité au Mali a été créé à la demande du Conseil de Sécurité, par la Résolution 2085 (2012). Il soutient les efforts du Gouvernement du Mali pour faire face à la crise et garantir les perspectives de développement à long-terme du pays. Celles-ci relèvent du retour de l'autorité de l'État et de l'ordre constitutionnel, ainsi que de la promotion du dialoque national, et de la réforme du secteur de la sécurité. La coopération régionale, les Droits de l'Homme, le soutien aux élections, le processus de Désarmement-Démobilisation-Réinsertion/Réintégration, ainsi que des projets socio-économiques sont également concernés.

L'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse, la Turquie et l'UE en sont les principaux bailleurs de Fonds.

> Source : Bureau de la Communication Stratégique et de l'information publique de la MINUSMA





Résidentiel & Commercial



- Nettoyage basique (Balai, Serpillière)
- Nettoyage du sol en profondeur (Carreaux et joints de carreaux avec mono-brosse)
- Nettoyage en profondeur de l'établissement (Dessus et dessous de meubles, Plafonds, Ventilateurs, Vitres, Miroirs, Portes et fenêtres)
- Nettoyage et protection des meubles en cuir
- Lavage de tapis (Sur place et séchage en 6 heures maximum)
- Lavage de Meuble en tissus, en velours et en faux cuir (Fauteuils, Canapés et chaises)
- Lavage en profondeur des dalles externes

-25%
DE RÉDUCTION
SUR LE TER SERVICE RENDU

CONTACTS:

+223 76 39 51 50 - 76 39 73 65

Mali-Côte d'Ivoire : Quand un obscur opposant se proclame « président de la transition malienne » depuis Abidjan



inea Ibrahim Camara a rejoint Freetown après une mise en garde des autorités ivoiriennes et des menaces de poursuites de Bamako. Le tout dans un contexte de tensions diplomatiques entre les deux pays. S'attendait-il à autant de réactions quand il s'est proclamé « président de la transition civile malienne à compter du 27 février », en donnant une conférence de presse à Abidjan la veille ? Ce qui est certain, c'est que le tapage provoqué par sa sortie médiatique ne semble pas l'inquiéter, et encore moins lui déplaire.

Une semaine après cette annonce très partagée et commentée sur les réseaux sociaux, l'opposant malien Ainea Ibrahim Camara affirme rester « droit dans ses bottes ». Il se dit « serein et flegmatique » et compte former prochainement son gouvernement. Il a saisi la Cour constitutionnelle malienne afin qu'elle constate « la vacance du pouvoir » et lui accorde son « feu vert » en vue de l'organisation d'élections. « Je crois en la justice de mon pays », insiste-t-il quand on lui fait remarquer que tout cela semble peu réaliste.

D'ABIDJAN À FREETOWN

La discussion a lieu par la téléphone, par l'entremise de son chargé de communication et conseiller politique, un Ivoirien qui se présente comme un ancien député et requiert l'anonymat. Ainea Ibrahim Camara, fondateur du Mouvement républicain en 2017, a en effet déjà quitté la capitale économique ivoirienne pour la Sierra Leone.

Est-ce en raison de la mise en garde du gouvernement ivoirien qui, dans un communiqué en date du 28 février, a affirmé qu'il « ne saurait tolérer la déstabilisation d'un pays frère à partir de son territoire » et « se réservait le droit de prendre des mesures à l'encontre de toute personne dont les agissements mettraient à mal ses relations avec des pays tiers»?

« Non, mon voyage à Freetown était prévu. J'y suis pour mes activités professionnelles de président d'un groupe financier. Je suis prêt à revenir en Côte d'Ivoire, ce pays que j'aime beaucoup, si les autorités souhaitent me parler », assure cet entrepreneur de 50 ans. Selon la biographie fournie par son entourage, Ainea Ibrahim Camara est né à Bamako, a été formé en France et aux États-Unis et tient aujourd'hui les rênes de trois établissements, dont une banque, dans les secteurs de l'énergie et de l'environnement.

« DÉSTABILISATION DES INSTITUTIONS DE LA TRANSITION »

Quant aux poursuites judiciaires annoncées côté malien, il dit ne pas être au courant, évoque une manipulation des réseaux sociaux et garantit qu'il retournera bientôt dans son pays. « La junte était au courant de mes intentions dès le 10 janvier, mais le fait que je vienne en parler en Côte d'Ivoire, à l'invitation des Maliens [qui y résident], et que j'exprime ma sympathie envers le président Alassane Ouattara, explique certainement pourquoi elle s'est sentie piquée au vif. »

Dans un communiqué, les autorités maliennes ont condamné la teneur de plusieurs vidéos en ligne qui « traduisent clairement la volonté de l'intéressé, manifestement rassuré des complicités dont il pourrait bénéficier, dans un pays voisin d'où il tenait ses propos, de poursuivre son entreprise malveillante de déstabilisation des institutions de la transition ».

Une polémique qui intervient dans un contexte de fortes tensions diplomatiques entre la Côte d'Ivoire et le Mali depuis l'instauration de nouvelles sanctions économiques prises par la Cedeao début janvier en réponse à l'intention de la junte de se maintenir au pouvoir pendant plusieurs années. Depuis, plusieurs organisations représentant la communauté malienne en Côte d'Ivoire ont condamné les propos d'Ainea Ibrahim Camara, appelé à son arrestation et réitéré leur soutien à la junte. « Ils sont manipulés », tonne l'opposant.

PROCHE DU COUPLE CLINTON?

Alors, que cherche vraiment l'autoproclamé « président de la transition civile malienne », dont les proches assurent qu'il possède des mines d'or et de diamants et qu'il connaît bien le couple Clinton ? Il entend « agir pour les intérêts des Maliens » face à « un pouvoir illégitime et illégal », assure le candidat à la députation dans son pays en 2020.

Selon la presse malienne, il avait été écroué avant le vote en raison de soupçons d'escroquerie et d'abus de confiance. Sur ce point, Ainea Ibrahim Camara réfute toute condamnation : « Je n'ai jamais été condamné de ma vie. Mon casier judiciaire est vierge. Cette arrestation visait à m'empêcher de me présenter. J'ai été relâché juste après. »

Source :Jeune Afrique

Entretien avec le Secrétaire politique du parti RDS, M. Mohammed Alamine Younouss Hameye Dicko: « Les acteurs politiques doivent faire un front commun face à une situation exceptionnelle de la nation »

Dans un entretien à bâton rompu, le Secrétaire politique du parti RDS (Rassemblement pour le Développement et la Solidarité), M. Mohammed Alamine Younouss Hamèye Dicko nous parle de la crise entre le Mali et la France, du départ de la force Barkhane et de la Task Force "Takuba", de la prorogation de la Transition, de l'augmentation des membres du CNT et des FAMa (Forces Armées Maliennes), etc. Selon M. Dicko, devant cette situation exceptionnelle que vit le Mali, tous les partis politiques doivent se donner la main pour faire front commun. Lisez-le!



Le Malien : Acclamée hier, la France est désavouée aujourd'hui au Mali après près de neuf (09) ans de présence. Quelle est votre appréciation sur cette manière de divorce entre Paris et Bamako ? Mohammed Alamine Younouss Hamèye Dicko: C'est ce que l'on appellerait un "divorce de raison"! Le Rassemblement pour le Développement et la Solidarité R.D.S., depuis 2013, s'est insurgé contre l'installation des bases militaires françaises et de la MINUSMA

au Mali, que nous avons considérées comme une ingérence et une recolonisation, nous avons toujours estimé que notre Nation avait la force morale de résister à ces GAT (Groupes Armées Terroristes) avec l'appui de partenaires de bonne foi.

Ainsi, depuis le 1ier Aout 2014. Barkhane, sensée être là pour nous aider à acquérir la capacité d'assurer notre sécurité de manière autonome n'a pu que tirer le constat cuisant de son échec. Après 9 ans de présence au Mali, dont 7 ans de Barkhane, Paris n'a pas pu empêcher la dégradation de l'état sécuritaire de notre Nation. Le centre et le sud du pays sont tombés progressivement entre les griffes des GAT (Groupes Armées Terroristes). Nous avons constaté la prise de décisions unilatérales de la part de la France, concernant la ré-articulation de ses opérations militaires au Mali. nous mettant au banc de l'action dont nous sommes les principaux concernés, nous obligeant à trouver des solutions d'urgence pour protéger nos concitoyens.

"La France repart la tête basse, honteuse et humiliée militairement et diplomatiquement"

C'est donc à la recherche de ces nouveaux partenariats que nous avons concrétisé, en quelques mois de nouveaux accords, la montée en puissance de nos FAMA à travers la récupération de zones géographiques de notre territoire et la sécurisation de nos populations. Quelle ne fut notre surprise de constater que la France prenait comme un affront personnel le fait que nous arrivions à protéger de plus

POLITIQUE

en plus de maliennes et maliens SANS ELLE. S'en est suivi une série de provocations et d'insultes proférées par les plus hauts responsables français à l'endroit de la Nation malienne et ce malgré les mises en garde répétées de nos responsables.

L'un entrainant l'autre, la France s'est donc décidée à repartir la tête basse, honteuse et humiliée militairement et diplomatiquement. Cette situation prouve que le système paternaliste, intrusif et dégradant que la France avait pour habitude d'appliquer au Mali ne tient plus face à la détermination que nous avons à regagner notre Souveraineté.

Pensez-vous que la France était l'auteur ou complice de tous les problèmes maliens?

La volonté de la France d'orienter la lutte sécuritaire contre le Terrorisme a fait que le Mali a pratiquement oublié que notre problème tire ses origines de la revendication indépendantiste causée par l'intervention impérialiste de la France en Lybie. Ainsi armes, matériels et hommes financés par la France se sont retrouvés dans notre pays avec l'assurance de la France d'avoir un état à eux.

"La France n'est pas responsable entièrement de TOUS nos problèmes!"

OUI elle reste bien à l'origine de notre crise de 2012.

OUI elle est complice de notre crise multidimensionnelle par son manque d'implication et son manque de volonté en dotation de notre armée.

Mais NON pas de TOUS nos problèmes, d'autres maliens restent complices par leur corruption, leur vénalité, leur volonté de placer leurs intérêts personnels au-dessus de l'intérêt général, d'autres Nations restent complices d'avoir accueilli ces GAT, de les avoir financés, d'avoir fermé les yeux sur leurs activités.

NON la France n'est pas responsable entièrement de TOUS nos problèmes!

C'est trop facile de désigner un ennemi extérieur sans nous remettre en cause et sans tirer le bilan de nos échecs.

Après le départ de la force Barkhane, de la Tast Force Takuba et du Canada, les Forces Armées Maliennes pourront sécuriser seules le Mali?

Le Rassemblement pour le Développement et la Solidarité R.D.S., reste persuadé que dans un premier temps nos FAMA, avec l'appui de nos nouveaux partenaires, peuvent sécuriser optimalement le territoire malien.

Dans un second temps, l'objectif de nos FAMA doit être de se passer le plus possible de ces partenaires, la sécurité des Maliens revient aux Maliens!

Quelles peuvent être les conséquences de cette douloureuse séparation pour le Mali et la France?

Nous pensons que la France met le Mali en situation de commettre des impairs en attendant de s'emparer d'une occasion pour fragiliser au maximum la Transition, d'où les " 4 à 6 mois " donnés par la France pour sa ré-articulation hors du Mali.

" Garder en tête les objectifs de souveraineté et de refondation"

Pendant ce laps de temps, Macron a clairement exprimé le fait que l'armée française ne sera pas là pour les Maliens, mais pour la MI-NUSMA et elle-même, ainsi nous ne pourrons, nous, ni nos partenaires, intervenir et agir, dans toutes les zones où Barkhane et la MI-NUSMA évolueront, pour protéger les Maliens. Aux Maliens et aux autorités de la Transition de rester vigilants et soudés en gardant en tête les objectifs de souveraineté et de refondation pour notre Nation.

"Une durée excessive desservira l'objectif principal de la Transition"

L'adoption de la nouvelle Charte par le Conseil National de Transition (CNT) ne rendra-t-elle pas la négociation difficile sinon impossible entre le Mali et la CE-DEAO et autres partenaires impliqués dans la résolution de la crise malienne? En principe la nouvelle Charte n'entre pas en contradiction ou ne gène pas les négociations avec nos partenaires. Nous gardons bon espoir avec la Commission mise en place qui permettra un échange franc et sincère avec nos partenaires historiques qui, comme nos autorités, doivent avoir l'intérêt de nos concitoyens maliens comme ultime priorité.

Une transition de plus d'un mandat d'un Président démocratiquement élu ne vat-il encourager d'autres coups d'Etat au Mali?

Assurément, le Rassemblement pour le Développement et la Solidarité (R.D.S.), estime qu'une durée excessive desservira l'objectif principal de la Transition qui est de lancer les bases de la Refondation et de s'effacer.

Comme dit précédemment, nous rappelons aux Autorités de la Transition l'impératif supérieur de l'INTERET GENERAL de nos concitoyens, cela devrait leur permettre de proposer une alternative réaliste au Peuple malien, à nos partenaires et nos amis.

Avec l'annonce de l'augmentation du nombre de conseillers au CNT, quel genre d'hommes le Mali doit faire appel pour le reste de la transition?

" Il haut des Hommes avec des compétences et une volonté d'implication sans faille" au CNT"

Le CNT est peut-être l'une des plus grandes chances que le Mali ai eu, malheureusement, le rôle attendu par cette institution n'a pas été rempli, nous attendions d'eux d'être un outil législatif hautement qualitatif et à haut rendement tout en usant également de son pouvoir d'interpellation.

Il faudrait ainsi, en plus de sa caractéristique de représentation de la société malienne, que le CNT soit composé de personnes hautement qualifiées aux compétences d'analyse et de travail sans conteste pour faire face aux multiples défis de relecture des textes.

Juste des Maliennes et Maliens, obiectifs dans leur travail et prêts à affronter un volume conséquent de travail en mettant leurs compétences au service de nos concitoyens.

Peu importe leur coloration politique, religieuse, ethnique ou autre, il nous faut juste des Hommes avec des compétences et une volonté d'implication sans faille.

Le parti RDS (Rassemblement pour le Développement et la Solidarité) dont vous êtes le Secrétaire politique et le regroupement ATIR (Alliance pour une Transition Intelligente et Réussie), se battent depuis les premières heures de la Transition pour sa réussite. Pouvezvous nous citer quelques-unes de vos activités?

Nous avons comme moyens d'action et activités les Conférences mensuelles des Présidents d'ATIR, des déclarations, des conférences débats, des conférences de presse, des rencontres avec les plus hautes autorités de la Transition (Président CNT, Pre-

POLITIQUE /



mier Ministre. Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation. Président de la Transition) nos multiples communications (presse écrite, plateau Web, Télé, Radio), et les Rapports d'Analyse Méthodique Intelligente - AMI - dont nous avons publiés 5 éditions. Le Rapport AMI reste, sans conteste, le premier et unique outil de mesure objectif (points saillants, points forts, points faibles, recommandations) trimestriel des actions de gouvernance des Autorités de la Transition. nous avons, ainsi, remis aux plus hautes autorités de la Transition chacune des cinq éditions d'AMI et avons constaté des améliorations dans la gouvernance directement liées à nos recommandations.

Quel délai proposez-vous aux autorités pour la prolongation de la Transition ?

Durant notre participation aux ANR, nous avons eu la satisfaction de constater que notre doléance a été prise en compte dans les conclusions de 6 mois à 5 ans.

Nous faisons confiance à la commission pour travailler en toute intelligence avec nos partenaires pour le bien du Peuple malien et la levée rapide de l'embargo qui pèse sur nous.

Le mot de la fin

Je demande aux Maliennes et Maliens de s'unir dans le soutien aux Autorités de la Transition, mais de s'unir également dans le contrôle des actions de nos pouvoirs exécutifs, législatifs et judicaires. Le meilleur allié reste celui qui arrive à nous faire rectifier nos erreurs avant le point de non-retour, soyons, chacun, en jouant pleinement notre rôle de citoyen, le meilleur allié de la Transition!

J'invite également les acteurs politiques à faire un front commun face à cette situation exceptionnelle de la Nation, la Transition ne devant pas être une période de pause pour les Etats Major politiques mais au contraire une période d'introspection, de remise en cause et d'exécution d'actes prouvant au Peuple que nous œuvrons pour l'intérêt Général.

Entretien réalisé par Youssouf SANGARÉ Source : Le Malien



CULTURE&SOCIETE /

Projet de charte d'éthique et des valeurs du Mali : Le Comité Scientifique lance ses activités

Le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme, Andogoly GUINDO, a présidé, le lundi 28 février 2022, la cérémonie de lancement des activités du Comité scientifique chargé de l'élaboration du document référentiel de la Charte d'éthique et des valeurs du Mali, dans les locaux de son département. Cette rencontre, première du genre, été mis à profit par le ministre GUINDO, président du Comité de pilotage dudit projet, pour décliner les missions assignées à l'équipe du comité scientifique, composée de personnalités scientifiquement et politiquement très célèbres.



ans le cadre de l'élaboration du document référentiel de la Charte d'éthique et des valeurs du Mali, les membres du Comité scientifique désignés ont rencontré hier lundi, le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme, Andogoly GUINDO, non moins président du Comité de pilotage dudit projet.

Cette rencontre qui intervient après la réunion du Comité de pilotage de la Charte tenue le jeudi 2 décembre 2021 au CICB doit permettre aux membres du Comité scientifique de s'accorder sur un chronogramme et une méthodologie de travail.

De même, l'occasion sera donnée aux participants d'être édifiés sur les missions de l'équipe.

Signalons que ledit comité scientifique est composé de personnalités d'horizons divers, aux profils pluridisciplinaires.

Dirigé par le Pr Famagan-Oulé KONATE, le Comité scientifique aura un rôle à la fois consul-

tatif et technique.

Parmi les membres qui composent ledit Comité, outre le président, on a les Pr Doulaye KONATE, Assétou Founé SAMAKE, Abinou TEME, Fodé Moussa SIDIBE, Joseph Tanden DIARRA, Amidou MAIGA, Koulougna Edmond DEMBELE, Klénon SANOGO, Salia MALLE, Mamadou Bani DIALLO, Ibrahima KAMARA, Idrissa Soiba TRAORE, Bouréma KANSAYE, Fatoumata KEITA.

Il compte aussi des personnalités issues du monde politique et de la société civile. Il lui reviendra ainsi d'identifier, en son sein, une équipe chargée de la rédaction du document de la future charte, destinée à être introduite dans les programmes scolaires formels et non formels. La composition de l'équipe tient compte de la diversité des opinions et des communautés nationales maliennes. Les regroupements religieux y sont aussi représentés.

Le projet d'élaboration de la Charte d'éthique

et des valeurs du Mali, qui regroupe plusieurs départements ministériels, la Primature et la Présidence de la République, des organisations de la société civile, est porté par le Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du tourisme dont le titulaire, Andogoly GUINDO assure la présidence du comité de pilotage.

Dans son mot de bienvenue, le président du Comité scientifique, le Pr Famagan-Oulé KO-NATE, a pris l'engagement, au nom de l'ensemble de ses collègues, de mériter toute la confiance que le département, voire de l'ensemble de la nation en les a fait en les confiant ce projet.

«Je sais que la tâche ne se sera pas facile compte tenu du contexte de crise multidimensionnelle dans lequel s'élabore ce projet. Nous ferons preuve de plus de responsabilité et de dépassement de soi pour relever le défi», a-t-il rassuré.

Dans son propos, le ministre GUINDO a rappelé que notre pays traverse une crise sans précédent qui a ébranlé les fondamentaux de notre nation. Pour sortir définitivement de cette grave crise, a-t-il fait savoir, le Président de la Transition, le Colonel Assimi GOÎTA, et le Premier ministre, Dr Choguel Kokalla MAIGA, Chef du Gouvernement se sont engagés dans une œuvre de refondation nationale, soutenue par des actions concrètes dont la restauration de nos valeurs culturelles, pierre angulaire de ce vaste chantier institutionnel.

L'objectif principal à travers cette charte est de doter le Mali d'un document sur l'éthique et les Valeurs partagées et ancrées dans la civilisation multiséculaire devant inspirer les générations actuelles et futures.

> Par Abdoulaye OUATTARA Source : Info-Matin

MALIKILÉ - N°1053 du 09/03/2022 Quotidien d'information et de communication

Journée des Droits des femmes à Madagascar : Une journée fériée diversement appréciée

À Madagascar, on célèbre l'éternel féminin, la « mère courage ». D'ailleurs sur l'île, cette « journée de la femme », comme le reprennent en cœur de manière inexacte aussi bien les publicités, les médias que les administrations, est un jour férié pour les personnes de sexe féminin. Dans les grandes villes du pays, on invite les femmes à se faire belles, à se faire dorloter. Un message contre lequel se rebellent diverses associations, agacées qu'en 2022, on se méprenne encore sur le sens de cette journée internationale des droits des femmes.



e lundi, un grand débat en ligne est organisé par le mouvement féministe prochoix « Nifin'Akanga », figure de proue de la lutte pour la dépénalisation de l'interruption volontaire de grossesse. Au menu des discussions : lever l'hypocrisie autour de ces sujets ô combien tabous à Madagascar. D'ailleurs, cette journée fériée, Kemba Ranavelo, la présidente fondatrice du mouvement féministe, n'en veut pas. « C'est quoi l'intérêt de ne pas travailler un 8 mars pour les femmes ? Je n'en vois pas. C'est un message biaisé parce que c'est un message qui dit : "faites la fête, amusez-vous et taisez-vous le reste de l'année". Et ça ne fait pas avancer les droits des femmes. »

Selon l'association, il s'est forgé sur la Grande Île une société faite de non-dits, érigés derrière des murs d'hypocrisie. Ce décalage, qui se creuse d'année en année, entre l'image qu'on veut montrer et les faits, elle le vomit. « Personne ne nie la réalité, assure-t-elle, l'important, c'est qu'on n'en parle pas. » L'exemple le plus probant, selon Kemba Ra-

navelo? « Un proverbe, qu'on apprend à toutes les femmes qui se marient : Tokantrano Fihafiana. En gros, le "linge sale se lave en famille". Rien ne doit sortir de ce qu'il se passe dans le foyer. Il peut se passer des choses horribles, de la violence, des viols, des incestes, des avortements, personne ne nie la réalité, l'important, c'est que ce soit tu. »

Se taire, c'est justement ce que les membres de Nifin'Akanga refusent de faire : « Une autre grosse hypocrisie, c'est de nous faire croire, avec notre Constitution, qu'on est dans un pays laïc. C'est n'importe quoi. Les églises sont partout. On les laisse intervenir dans des domaines qui ne les regardent pas. Et en plus, elles sont constamment instrumentalisées par les politiques. Que ce soit sur l'avortement, l'inceste, le viol, on n'avance pas sur ces questions-là! Voilà pourquoi on est un pays rétrograde! Et n'oublions pas qu'à cause de ces lois d'un autre temps, chaque jour des femmes meurent.

Combien ? Impossible de le dire. Les données à disposition sont parcellaires. Les mouvements féministes aujourd'hui militent pour des études nationales sur ces sujets.

Source: RFI

INTERNATIONAL /



Sénégal : Une plateforme pour promouvoir l'expertise des femmes dans les médias

Même si elles sont nombreuses à occuper des postes à responsabilité, les femmes manquent de visibilité dans les médias, et plus globalement dans l'espace public. Pour promouvoir leurs compétences, la nouvelle plateforme internet « les Expertes Sénégal », ambitionne de recenser ces professionnelles, dans tous les domaines : entreprise, droit, éducation, santé, sport. Un annuaire gratuit, notamment à destination des journalistes.

lle est l'une des premières à avoir créé une fiche sur la plateforme des «Expertes Sénégal» : Ndèye Biteye est directrice de Simplon, entreprise qui propose des formations aux métiers du numérique : «quand vous regardez les grandes émissions, sur cinq hommes, il y aura peut-être une femme. Donc on est vraiment sous-représentée dans la sphère médiatique et aujourd'hui,

je pense que c'est à nous de nous imposer, pourquoi pas d'aller nous-mêmes au devant des médias et ne pas attendre en fait que les médias nous sollicitent. »

Selon une étude du Global Media Monitoring Project, les femmes ne représentent que 13% des personnes invitées à s'exprimer dans les médias traditionnels au Sénégal. Ce qui pose un problème d'identification, explique Yaye Fatou Sarr, responsable du projet « les Expertes » à l'association « Social Change Factory » : « Traditionnellement, les femmes sénégalaises n'aiment pas se mettre au devant de la scène à travers les médias. le second blocage est dû au fait que les journalistes ont plus tendances à se retourner vers les hommes que vers les femmes. »

Un annuaire des Expertes existe déjà en France, en Tunisie et en Algérie. Mais il n'y a pas de « profil type » : « nos cibles sont effectivement les femmes intellectuelles mais également les femmes non instruites. Vous pouvez rencontrer à l'intérieur du pays une femme qui vend des fruits après les avoir cultivés. Et bien cette femme-là a une expertise entrepreneuriale. »

La plateforme sera officiellement lancée ce jeudi 10 mars. Ses responsables espèrent l'inscription d'au moins 200 « Expertes » durant la première année.

Source: RFI

Younès Zerdouk : Nouveau sélectionneur des Comores

Quelques jours après le départ d'Amir Abdou, les Comores tiennent leur nouveau sélectionneur. La Fédération de football des Comores a annoncé dans un communiqué avoir choisi Younès Zerdouk, 48 ans, comme nouveau coach.

e technicien français d'origine marocaine n'est autre que l'adjoint, depuis 2017, d'Amir Abdou, désormais à la tête de la Mauritanie. Zerdouk avait dirigé le huitième de finale des Comores face au Cameroun lors de la dernière CAN, alors qu'Abdou avait été déclaré positif au Covid-19.

Fier de faire partie de cette aventure

« Je suis très content d'être le sélectionneur des Cœlacanthes. Je suis surtout fier de ce peuple qui représente beaucoup pour moi. Je me suis toujours senti dans une famille une fois aux Comores. Le peuple m'a adopté. Fier de faire partie de cette aventure », a déclaré Younès Zerdouk.

« Zerdouk bénéficie de la confiance de la Fédération de football des Comores et des joueurs pour une bonne cohésion de l'équipe », indique le communiqué de la fédération. Ancien joueur professionnel, Zerdouk, FrancoMarocain, est passé notamment en Belgique sur le banc de Lierse, en deuxième division. Djamel Bakar, ancien attaquant passé par l'AS Monaco ou encore le Montpellier Hérault SC, intégrera lui le staff de Younès Zerdouk en tant qu'adjoint. Kassim Abdallah, ex-joueur de l'OM, qui a participé à la dernière CAN, occupera désormais les fonctions de directeur sportif de la sélection

« Nous avons vécu un rêve durant cette Coupe d'Afrique des nations. Pour une première participation de notre équipe, une formation jeune, je pense que nous avons gagné en maturité et ce n'est pour nous que bénéfique pour les prochaines échéances. Nous sommes satisfaits de notre rendement. Nous avons montré nos valeurs et notre jeu », disait Zerdouk à l'issue du huitième de finale de la CAN.

Source : RFI



HOROSCOPE



Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous paraissez incohérent et susceptible au travail. Votre détermination d'aujourd'hui ressemble davantage à un combat perdu d'avance! Lâchez prise, inutile d'insister, vos réactions sont démesurées. Le carré Lune/Mars joue contre vous

Les excès sont à l'ordre du jour, et les dépenses ne dérogent pas ! Jupiter est là pour vous le rappeler, il vous pousse à de fortes dépenses ! Le mieux est de ne pas se laisser tenter, gardez les yeux fermés en passant devant les boutiques!



Taureau (20 avril- 19 mai)

Attendez-vous à recevoir un soutien plutôt inattendu, mais néanmoins très efficace. Cher natif, que vous soyez en activité ou pas, les influences astrales sont bénéfiques. Les opportunités devraient s'enchaîner tout au long de cette journée.

Apparemment, vous passez à la vitesse supérieure, cher Taureau. À ce rythme, votre argent risque de faire des petits. Vos choix sont judicieux, vous faites des placements intéressants, tout est réuni pour vous permettre de faire du profit.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Professionnellement parlant, votre évolution pourra passer par une formation ou un séjour, même de courte durée, à l'étranger ! Vous pourriez même avoir l'idée en tête de vous rapprocher du pouvoir avec un grand P... Aujourd'hui, vous ne chômerez pas !

Côté argent, vous ne pourrez pas trouver le juste milieu, une fois de plus, pourrait-on dire! Sans être dans un quelconque jugement ou lancer un procès en sorcellerie, ce constat néanmoins s'impose... Aujourd'hui, vous incarnerez le grippe-sou du zodiaque.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Le mécontentement règne dans le service. Gardez vos distances. Chacun défend son poste. Il manque une complicité. Des doutes vous accompagnent. Faites simplement le dos rond et attendez. Changer de poste vous emballe, mais vous ne passez pas à l'action.

La prudence vous accompagne. Vous faites au mieux pour palier à des dépenses. Le système D et de la récupération vous aident. Pensez à revoir des dépenses inutiles! Il n'est pas nécessaire de faire des achats immédiats juste pour faire plaisir aux proches.



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous ressentez un certain découragement, amplifié par le transit de Jupiter. Votre combativité légendaire est quasi inexistante, la nervosité prend sa place pour cette journée! Votre persévérance vous fait défaut également. C'est vraiment un jour sans!

Le carré Lune/Jupiter est l'aspect de tous les dangers, car il incite aux excès en tout genre! Il vous pousse aux dépenses inconsidérées, soyez vigilant! Il développe également un côté insouciant, état inhabituel chez vous, qui peut vous surprendre.



Vierge (23 août 23 septmbre)

Si vous regardez en arrière, vous risquez de faire du sur place. Vos erreurs du passé ne doivent pas interférer, aujourd'hui est un nouveau jour. Ne montez pas sur vos grands chevaux dès que l'un de vos collègues de bureau se permet une remarque.

Financièrement, vous gardez votre ligne de conduite. Vous avez des projets qui vous tiennent à coeur et vous aimeriez les réaliser assez rapidement. Vous vous donnez les moyens de viser haut. Dès que c'est nécessaire, vous êtes très sérieux.



Balance (23 septmbre - 22 octobre)

À la fin de votre journée de travail, vous ferez un rapport détaillé de ce qui marche et de ce qui coince, notamment dans votre service. Pour ne pas passer pour un délateur ou le fayot de service, assurez-vous de vérifier l'exactitude de vos informations.

Ami Balance, vous gérerez votre patrimoine en tant que bon père de famille. Vous ne boursicoterez pas et ne vous prendrez pas pour un trader... Depuis quelque temps, vous avez un projet qui trotte dans votre tête. Vous le mettrez sur orbite aujourd'hui.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Votre nature festive dissipe. L'atmosphère avec les collègues trouble la cadence de travail. Il faut vous ressaisir pour éviter des remarques. Pensez à faire des pauses suffisantes pour souffler. Un peu de fatigue intellectuelle freine la concentration!

L'argent part très vite dans diverses choses! Les dépenses sont liées à de multiples frais. Les loisirs sont assez onéreux. Ils peuvent demander du matériel spécialisé. Pensez à échelonner vos paiements! C'est une bonne idée pour éviter le découvert!



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous semblez hésitant, et l'indécision vous gagne ! Vous avez du mal à prendre des initiatives, et vous doutez de vos capacités. Cette journée professionnelle vous pèse, et vous démotive. Allez, reprenez-vous, vos capacités ne sont pas mises en cause !

Le mauvais aspect à Jupiter, présent dans le domaine de l'argent, présage d'une perte financière qui pourrait se produire. Un projet, peut-être immobilier, risque de ne pas voir le jour. Quoi qu'il en soit, des déconvenues peuvent arriver, et vous décevoir.



Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Il est indispensable de frapper aux bonnes portes. Dans le cas contraire, vous perdez votre temps et votre énergie. Le changement est d'actualité. Une aide providentielle vous permet de trouver un job (si vous êtes en recherche d'emploi).

Certaines planètes mettent du désordre dans vos comptes. Vous essayez de vous organiser pour maintenir l'équilibre financier, cependant, quelques dépenses imprévues viennent déstabiliser votre budget. Vous risquez de vous tirer les cheveux.



Verseau (20 janvier - 19 février)

En exploitant à fond vos compétences, le succès pourra s'attacher à vos pas beaucoup plus tôt que vous ne le pensiez. Votre patience sera enfin récompensée. Pendant les réunions, vous ne resterez plus muet ou sous l'emprise de votre timidité...

Pour vous, ami Verseau, les questions financières ne seront qu'une simple formalité. Comme tout bon gestionnaire, vos comptes bancaires sont prospères. À tel point, que vous éprouverez le besoin de les montrer à vos proches. Ça va les chevilles ?



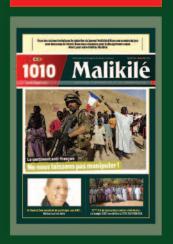
Poisson (19 février - 21 mars)

Pour ne plus sentir la routine, vous prenez les devants. Un de vos collègues peut vous proposer de bons tuyaux. Écoutez votre intuition pour ce choix. Renseignez-vous sur l'environnement de la future entreprise. Il est déconseillé de céder à la soudaineté.

Les dépenses sont encore élevées. Vous pouvez faire des économies grâce à des affaires soldées. Si vous sortez, évitez de payer tout seul. Partagez les frais, sans culpabiliser! Vos revenus sont assez stables et autorisent des frais tant qu'ils sont modérés.

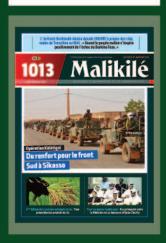


Malikilé

















Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

442223





+223 70 44 22 23



ampikile@gmail.com



www.malikile.com